



This PDF is provided by the International Telecommunication Union (ITU) Library & Archives Service from an officially produced electronic file.

Ce PDF a été élaboré par le Service de la bibliothèque et des archives de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à partir d'une publication officielle sous forme électronique.

Este documento PDF lo facilita el Servicio de Biblioteca y Archivos de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (UIT) a partir de un archivo electrónico producido oficialmente.

جرى إلكتروني ملف من مأخوذة وهي والمحفوظات، المكتبة قسم ، (ITU) للاتصالات الدولي الاتحاد من مقدمة PDF بنسق النسخة هذه رسمياً إعداده.

本PDF版本由国际电信联盟（ITU）图书馆和档案服务室提供。来源为正式出版的电子文件。

Настоящий файл в формате PDF предоставлен библиотечно-архивной службой Международного союза электросвязи (МСЭ) на основе официально созданного электронного файла.

NOUVELLES *de l'*UIT

itunews.itu.int

Des femmes pionnières

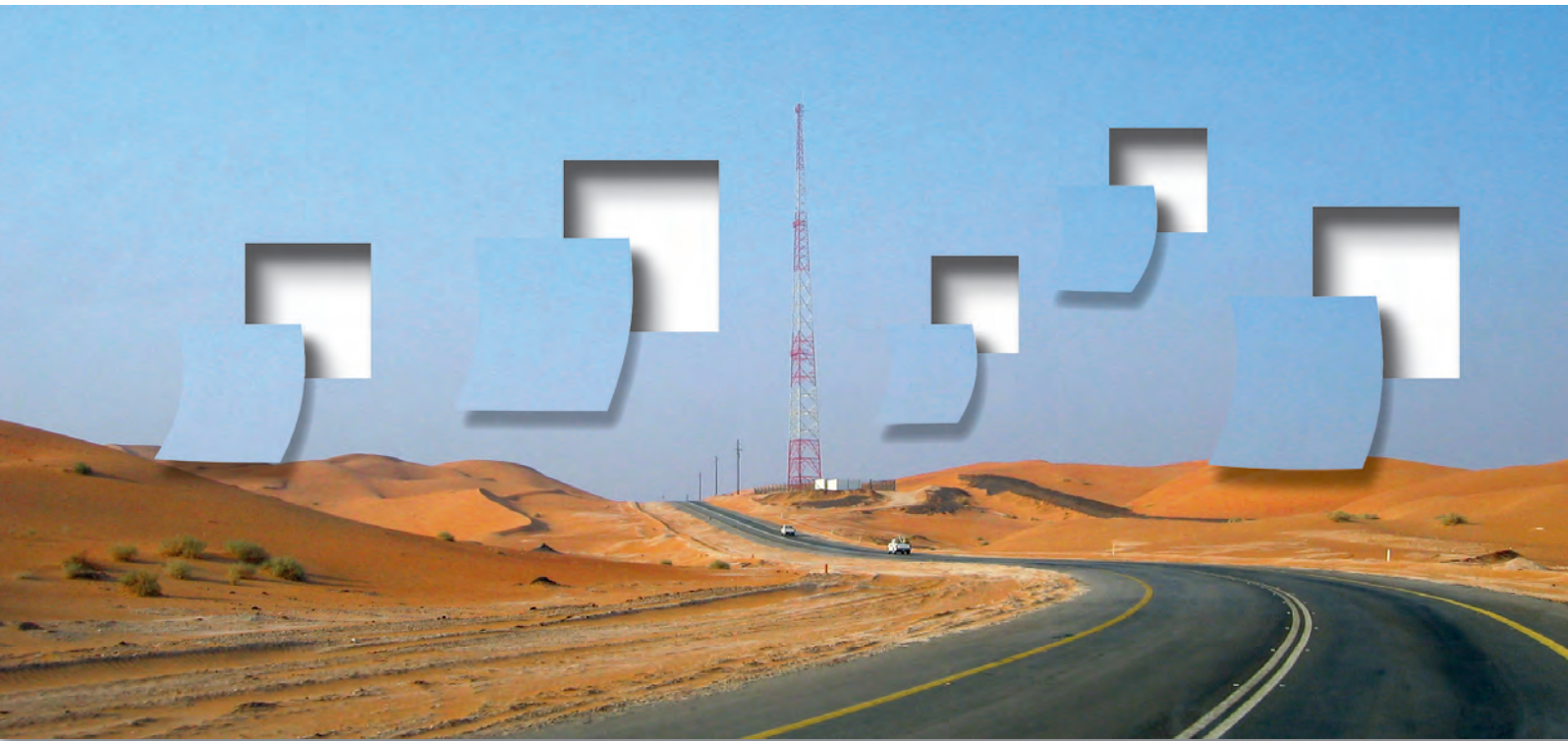


Edition spéciale

Journée internationale des jeunes filles
dans le secteur des TIC



Nous gérons **les espaces blancs**
dans le spectre



Tomorrow's **Communications** Designed Today

Gestion et Surveillance du Spectre, Planification
et Ingénierie de Réseaux : Solutions logicielles,
Expertise, Conseil en Stratégie et Formation.

■ Célébration de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC à Bruxelles et à Genève

Hamadoun I. Touré
Secrétaire général de l'UIT



Félicitations à tous les membres de l'UIT qui célèbrent le 25 avril 2013 la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC. L'année dernière, plus de 1300 manifestations ont été organisées dans 90 pays du monde entier, et il est à prévoir que nous battons ce record cette année.

Ces manifestations jouent un rôle important pour convaincre les jeunes filles que s'orienter vers les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (disciplines STEM), n'a rien à voir avec les stéréotypes austères du «geek» ou du «nerd», mais constitue une orientation judicieuse qui offre d'excellentes perspectives professionnelles.

A l'occasion de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC, j'assisterai cette année à une série d'activités spéciales à Bruxelles, tandis que l'UIT organisera de son côté des célébrations à Genève.

Audience parlementaire sur les femmes dans les TIC

A Bruxelles, le Parlement européen, la Commission européenne et l'UIT s'unissent pour célébrer l'édition 2013 de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC. J'aurai l'honneur de prendre la parole lors d'une audience parlementaire sur les femmes dans le secteur des TIC, aux côtés de Neelie Kroes, Vice-Présidente de la Commission européenne et membre de la Commission sur le large bande.

Nous sommes tous conscients de l'importance des TIC dans tous les aspects de notre vie. L'accès des femmes aux soins médicaux et à l'éducation, par exemple, s'est considérablement développé grâce à ces technologies, qui permettent de dispenser une formation de base dans des domaines tels que la lecture et l'écriture, l'entrepreneuriat et la cyberagriculture. En outre, comme ce sont les femmes qui accomplissent la majeure partie des tâches dans le monde, leur utilisation des TIC est susceptible d'améliorer de façon spectaculaire l'existence de tous les habitants de la planète.

Intéresser les jeunes filles aux technologies

Pour tirer parti des TIC, les femmes doivent maîtriser les outils numériques, et la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC est une occasion exceptionnelle d'attirer l'attention sur cet impératif. Je suis fier de vous annoncer que grâce au partenariat conclu de longue date entre l'UIT et la fondation Telecentre.org un million de femmes auront bientôt reçu une formation de base en matière de TIC — et que, en mars 2013, cet objectif était déjà atteint.

aux deux tiers, avec la formation de 680 000 femmes dans 147 entreprises et 85 pays.

Dans un monde où désormais plus de 95% des emplois comportent un aspect relevant du numérique, et où la pénurie de compétences dans le secteur des TIC s'aggrave, nous devons inciter davantage de jeunes filles à se consacrer aux disciplines STEM, et convaincre davantage de jeunes filles de s'intéresser aux carrières dans le secteur des TIC.

Aujourd'hui encore, seules 21 entreprises classées au Fortune 500 — et seulement 42 classées au Fortune 1000 — sont dirigées par des femmes. Il nous reste beaucoup de chemin à faire avant d'atteindre la parité.

Ce constat vaut également pour l'UIT: il nous a fallu attendre 1932 pour avoir notre première déléguée à une grande conférence, et 1965 — l'année de notre centenaire — pour voir une femme à la tête d'une délégation.

Mais je suis d'un naturel optimiste et suis convaincu que les centaines de manifestations qui ont lieu cette année dans le cadre de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC changeront véritablement la donne, en incitant davantage de jeunes filles à étudier des disciplines techniques et à se lancer dans des carrières technologiques.

Je me réjouis que la Commission «Le large bande au service du développement numérique», créée il y a trois ans par l'UIT et l'UNESCO, ait mis en place un Groupe de travail sur le

large bande et les questions de genre, à la demande directe de Geena Davis, pour mettre le potentiel du large bande au service de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles.

«Pas de technologie sans les jeunes filles»

C'est également à Bruxelles, dans le cadre des célébrations de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC, que je présiderai la remise des prix de la campagne Pas de technologie sans les jeunes filles. Ces prix sont rendus possibles grâce à des entreprises comme Cisco et Intel, qui font preuve d'un engagement exceptionnel pour encourager les femmes et les jeunes filles à se lancer dans des carrières du secteur des TIC et à viser l'excellence technologique.

Nous avons lancé cette campagne il y a tout juste un an, et avons reçu des réactions formidables, avec des témoignages de femmes qui mesurent à leur juste valeur les messages clés de la campagne, et de jeunes filles qui n'imaginaient pas le dynamisme, la créativité, la souplesse — et, au-delà, l'utilité et l'intérêt pour la communauté — que pouvait représenter une carrière dans le secteur des TIC.

Petit déjeuner Women2020 et pistes de réflexion

J'assisterai également à Bruxelles à un petit déjeuner organisé par Women 2020, qui sera l'occasion de réfléchir aux moyens de promouvoir

l'innovation et l'entrepreneuriat féminins, et de soutenir les femmes entrepreneurs en Europe.

Compte tenu des projections qui prévoient toutes une pénurie durable de personnel qualifié dans le secteur des TIC, les femmes ont là une occasion formidable, non seulement de contribuer à remédier à cette pénurie, mais aussi de se voir offrir de nouvelles possibilités de carrière dans un secteur qui offre d'excellentes perspectives d'emploi.

A l'UIT, nous cherchons non seulement à augmenter le nombre de femmes qui font carrière dans les TIC, mais aussi à utiliser le potentiel de ces technologies afin d'améliorer l'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes filles.

ICT Discovery au siège de l'UIT

A Genève, nous organiserons, nous aussi, des activités dans le cadre de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC. Celles-ci auront lieu au nouveau musée de l'UIT, *ICT Discovery*, où seront reçues des jeunes filles des établissements scolaires des environs, afin de participer à des ateliers de codage, de création d'applications, et de conception de sites web. Elles auront également l'occasion de rencontrer des professionnelles du secteur des TIC, qui leur feront part de leur expérience.

Des femmes pionnières

1 Editorial

Célébration de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC à Bruxelles et à Genève

Hamadoun I. Touré, Secrétaire général de l'UIT

5 **Geena Davis, Emissaire spéciale de l'UIT pour les femmes et les jeunes filles dans le secteur des TIC**

6 Message à l'occasion de l'édition 2013 de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC

9 **Agenda de la Commission sur le large bande sur les questions de genre**

14 **Modèles à imiter dans les secteurs public et privé**

14 Le Programme mWomen de la GSMA

Anne Bouverot, Directrice générale de la GSMA

17 Le large bande en zone rurale va transformer les soins de santé aux Etats-Unis

Deborah Taylor Tate, Emissaire spéciale de l'UIT pour la protection en ligne des enfants

20 Télécentre Femmes: Formation à l'informatique

Maria Teresa Camba, Directrice des opérations à la Fondation Telecentre.org

23 Des formations à l'informatique pour les femmes à Oman

Seema AlKabi, Chef d'équipe du programme communautaire de formation à l'informatique

26 **Femmes pionnières de l'UIT**

26 Entretien avec Julie N. Zoller

Première femme ayant présidé le Comité du Règlement des radiocommunications

29 Entretien avec Doreen Bogdan-Martin

Intégration du principe de l'égalité et de la parité hommes/femmes à l'UIT

35 Entretien avec Julia Watt

Chef du Département de la gestion des ressources humaines de l'UIT





Getty Images

ISSN 1020-4148
itunews.itu.int
10 numéros par an
Copyright: © UIT 2013

Rédactrice en Chef: Patricia Lusweti
Concepteur artistique: Christine Vanoli
Assistante d'édition: Angela Smith
Lectrice d'épreuves: Carmen Montenegro
Responsable des abonnements:
Zahra Shahna Ekman

Imprimé à Genève par la Division d'impression
et d'expédition de l'Union internationale des
télécommunications. La reproduction d'extraits
de la présente publication est autorisée pour
autant qu'elle s'accompagne de la mention:
Nouvelles de l'UIT.

Déni de responsabilité: les opinions exprimées
dans cette publication sont celles des auteurs
des articles et n'engagent pas l'UIT. Les
appellations employées dans la présente
publication et la présentation des données,
cartes comprises, qui y figurent n'impliquent
de la part de l'UIT aucune prise de position
quant au statut juridique des pays, territoires,
villes ou zones, ou de leurs autorités, ni
quant au tracé de leurs frontières ou limites.
Les références faites à des sociétés ou à des
produits spécifiques n'impliquent pas que l'UIT
approuve ou recommande ces sociétés ou ces
produits, de préférence à d'autres, de nature
similaire, mais dont il n'est pas fait mention.

Rédaction/Publicité:
Tél.: +41 22 730 5234/6303
Fax: +41 22 730 5935
E-mail: itunews@itu.int

Adresse postale:
Union internationale des télécommunications
Place des Nations
CH-1211 Genève 20 (Suisse)

Abonnements:
Tél.: +41 22 730 6303
Fax: +41 22 730 5935
E-mail: itunews@itu.int

Des femmes pionnières

39 Jeunes innovateurs

39 Entretien avec Victoria Alonsopérez
CHIPSAFER
Système de télésurveillance pour la détection des maladies du bétail

42 Entretien avec Iram Tariq Bhatti
LabMagic
Laboratoire scientifique virtuel pour les écoles secondaires

45 Entretien avec Hajra Cassim
Showmemobi
Une plate-forme mobile pour raconter l'Afrique du Sud

48 Entretien avec Catherine Mahugu
SasaAfrica
Une entreprise sociale, détenue et gérée par une femme, qui aide
des artisanes à se lancer sur les marchés internationaux

53 Le concours UIT pour jeunes innovateurs

56 Un village numérique mexicain entre dans le livre Guinness des records

Le Secrétaire général de l'UIT visite un village numérique et
s'entretient avec un nouveau Membre de Secteur, América Móvil

58 Nécrologie

Hommage en mémoire de Cynthia Waddell
Ardente militante en faveur de l'accessibilité des personnes handicapées

60 Visites officielles

Audiences avec le Secrétaire général



Geena Davis

Lauréate d'un Academy Award, Geena Davis est l'une des actrices hollywoodiennes les plus respectées et a joué plusieurs rôles devenus cultes. Elle a remporté en 1989 l'Academy Award du meilleur second rôle féminin dans «Voyageur malgré lui» («The Accidental Tourist») et, en 2006 le Golden Globe de la meilleure actrice dans une série télévisée dramatique. Geena Davis a fait œuvre de pionnière en incarnant la première femme Présidente des Etats-Unis dans la série télévisée à succès «Commander in Chief» diffusée par ABC.

Militante depuis longtemps de la cause des femmes et des jeunes filles, ce combat qu'elle mène sans relâche lui apporte une reconnaissance presque à la hauteur de ses talents d'actrice. Elle est la fondatrice de l'organisation à but non lucratif «The Geena Davis Institute on Gender in Media» et de sa branche chargée de la programmation «See Jane» qui incite les scénaristes du cinéma et de la télévision à augmenter considérablement le pourcentage de personnages féminins, et à réduire ainsi les stéréotypes liés au sexe dans les programmes destinés aux enfants de 11 ans et moins.

Mme Davis a été récemment nommée Emissaire spéciale de l'Union internationale des télécommunications pour les femmes et les jeunes filles dans le secteur des TIC. Egalement partenaire officielle d'ONU Femmes, elle participe aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes. Mme Davis est Présidente de la «California Commission on the Status of Women».

Geena Davis a reçu des diplômes honorifiques de l'Université de Boston, du Bates College et du New England College.

Message de Geena Davis

Emissaire spéciale de l'UIT pour les femmes et les jeunes filles dans le secteur des TIC

En qualité d'émissaire spéciale de l'UIT pour les femmes et les jeunes filles dans le secteur des TIC, je suis ravie de m'adresser à toutes les femmes et jeunes filles du monde, tandis que nous célébrons la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC en ce 25 avril 2013.

La technologie offre de vastes possibilités d'autonomisation aux femmes et aux jeunes filles. Elle entraîne, en effet, une mutation culturelle systémique en améliorant l'image qui est donnée d'elles. Ce sont les outils technologiques qui leur permettront, à terme, d'exploiter pleinement leur potentiel.

J'ai pris conscience de la sous-représentation des femmes dans les médias lorsque j'ai commencé à regarder des programmes, vidéos et films pour enfants avec ma fille Alizeh, alors âgée de deux ans. J'ai été frappée de constater que dans ces programmes destinés aux tout-petits, on voyait bien plus de personnages masculins que féminins.

J'ai donc décidé de créer le «*Geena Davis Institute on Gender in Media*» et sa branche chargée de la programmation — «*See Jane*». Nous avons appuyé les plus importantes recherches jamais réalisées sur la représentation des hommes et des femmes dans les médias. Les résultats sont stupéfiants: dans les films familiaux américains, on compte seulement un personnage féminin pour trois personnages masculins. Dans les scènes de groupe, seuls 17% des personnages sont de sexe féminin. Depuis 20 ans, période couverte par notre étude, ces chiffres ne se sont pas améliorés.

Nos recherches montrent également que les femmes sont absentes de certaines professions clés dans les médias de divertissement.

Nous avons récemment terminé une étude sur les métiers occupés par les personnages féminins dans les programmes télévisés et films populaires américains: 84% des métiers du secteur des STEM* sont occupés par des hommes dans les films familiaux. Cela correspond à un rapport de cinq personnages masculins pour un personnage féminin travaillant dans ce secteur.

A l'écran, aucune femme n'occupe le poste de dirigeant ou de codirigeant d'une entreprise dans ce secteur.

Si l'on examine ce qui se passe dans le secteur de l'informatique et de l'ingénierie, le rapport est de 14,25 hommes pour une femme! Sur le petit écran, les emplois du secteur des STEM sont occupés à 79% par des personnages masculins et à 21% seulement par des personnages féminins.

Heureusement, il existe dans la réalité des modèles positifs. Certaines entreprises du secteur des technologies, à l'instar de Hewlett Packard, IBM, Xerox et Yahoo, sont dirigées par des femmes. Mais dans le classement des plus grandes entreprises du Fortune 500, seules 21 femmes occupent le poste de Directeur général. Il est temps de corriger ce déséquilibre.

Les technologies d'aujourd'hui et de demain, en particulier le large bande, seront essentielles pour donner aux femmes les moyens d'accéder à l'éducation, aussi bien pour leurs enfants que pour elles-mêmes, d'améliorer leur santé et celle de leur famille et de leurs proches, de créer



* Secteur des sciences, de la technologie, de l'ingénierie ou des mathématiques.

leur propre entreprise, d'assurer leur sécurité, et enfin d'innover pour bâtir l'avenir dont elles rêvent.

L'UIT est avant tout soucieuse d'accroître le nombre de femmes et de jeunes filles qui souhaitent travailler dans le secteur des TIC et le nombre de celles qui reçoivent une formation dans le secteur des sciences, de la technologie, de l'ingénierie ou des mathématiques; l'Union encourage également les entreprises du secteur des TIC à recruter des femmes, à les fidéliser et à favoriser leur évolution professionnelle à long terme.

En septembre dernier, j'ai participé aux travaux de la Commission «Le large bande au service du développement numérique» et j'ai été très heureuse de constater que les personnalités qui la composent sont déterminées à donner davantage d'autonomie aux femmes et aux jeunes filles dans le cadre de la révolution numérique et ont décidé de créer un groupe de travail sur les questions d'égalité hommes-femmes.

A l'issue de la réunion qui s'est tenue à Mexico le 17 mars 2013, la Commission sur le large bande a défini un nouvel objectif ambitieux, consistant à faciliter l'accès des femmes au potentiel des TIC. Aux termes de ce nouvel objectif, «l'égalité hommes-femmes en matière d'accès au large bande doit devenir réalité d'ici à 2020».

En octobre dernier, en tant qu'émissaire spéciale, j'ai assisté au colloque «Women with the Wave: High-Level Forum on Digital Inclusion of Women and Girls» qui s'est

« En qualité d'émissaire spéciale de l'UIT pour les femmes et les jeunes filles dans le secteur des TIC, je suis ravie de m'adresser à toutes les femmes et jeunes filles du monde, tandis que nous célébrons la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC en ce 25 avril 2013. »

Geena Davis

tenu à Séoul (République de Corée). Les radiodiffuseurs, cinéastes, professionnels de l'Internet, universitaires et autres personnalités asiatiques se sont montrés déterminés à prendre l'initiative de faire évoluer l'image des femmes et des jeunes filles dans le secteur des TIC. Que ce soit dans les célèbres «dramas» coréens ou dans les comédies musicales de Bollywood, ils ont besoin de personnages dont s'inspireront les futurs professionnels des technologies.

Nous avons l'occasion de faire en sorte que les femmes et les jeunes filles participent pleinement au développement du monde numérique et qu'elles contribuent, par leur voix et leur présence, à définir le programme et les stratégies de développement des Nations Unies au-delà de 2015, échéance fixée pour les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Alors, unissons nos efforts pour parvenir au nouvel objectif d'égalité hommes-femmes préconisé par la Commission sur le large bande. J'invite instamment tous les Etats Membres et Directeurs généraux du monde entier à appliquer pleinement les principes énoncés dans la Résolution 70 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires intitulée «Intégration de l'égalité hommes/femmes à l'UIT, promotion de l'égalité hommes/femmes et autonomisation des femmes grâce aux technologies de l'information et de la communication».

Vous tous ici présents êtes des acteurs du changement, et les secteurs des médias et des technologies sont appelés à œuvrer de concert pour véhiculer une image plus positive des femmes et des jeunes filles dans les médias — en commençant, si je puis me permettre, par leur faire incarner au cinéma et à la télévision des personnages férus de technologie qui puissent inspirer les spectateurs. Une plus grande autonomisation et une meilleure participation des femmes et des jeunes filles dans le secteur des technologies passent nécessairement par un changement de mentalité.

La conférence «Républiques jumelles : jeter des passerelles» — s’engager pour une économie plus forte avec des femmes exerçant des fonctions dirigeantes

L’Ambassade des Etats-Unis à Berne organise en 2013 sa troisième conférence annuelle bilatérale des femmes «Républiques jumelles: jeter des passerelles — Pour une économie plus forte et un leadership féminin». Cet événement réunit des Suissesses et des Américaines occupant des postes de premier plan dans les domaines de l’économie et de la politique, y compris des leaders d’opinion telles que Simonetta Sommaruga, Conseillère fédérale, Anita Dunn, ancienne Directrice des communications de la campagne Obama for America, puis de la Maison-Blanche, et Geena Davis, fondatrice de Gender in Media, un institut qui étudie l’image des femmes et des jeunes filles véhiculée par les médias. L’influence des médias et de la culture est considérée comme l’un des facteurs dans la persistance d’un «plafond de verre» dans les deux pays.

«Le message principal à l’issue de notre dernière conférence bilatérale en 2012 était que ce manque de diversité à la tête de nos entreprises nuit à nos économies», a indiqué Donald S. Beyer, Ambassadeur des Etats-Unis. Une étude récente du Crédit Suisse a fait apparaître des résultats similaires à ceux de nombreuses études menées aux Etats-Unis, concluant que plus les entreprises comptent de femmes dans leurs conseils d’administration et à des postes de cadres, plus leurs profits sont élevés. La conférence de 2013 s’attache à démontrer l’avantage économique d’une présence accrue des femmes au plus haut niveau.

Les discussions de cette conférence ont pour point de départ une étude de l’Université George Washington intitulée «Les dividendes de la diversité : promouvoir les femmes à des postes de direction dans l’économie». Ce rapport examine de nouveaux outils, associations et influences liées au marché susceptibles d’accélérer la nomination de femmes à des fonctions dirigeantes. Nombre de solutions envisagées impliquant des changements au travail qui pourraient résoudre les problèmes d’équilibre entre vie professionnelle et vie familiale, notamment avec des horaires de travail souples, des possibilités de travail à temps partiel, des services de garde d’enfants et des politiques en matière de congés.



Réunion du Groupe de travail de la Commission sur le large bande chargé du large bande et des questions de genre, 16 mars 2013, Mexico

Agenda de la Commission sur le large bande sur les questions de genre

A sa réunion du 16 mars 2013 à Mexico, le Groupe de travail sur le large bande et les questions de genre de la Commission sur le large bande a fixé à la commission un nouvel objectif: contribuer à combler le fossé entre les femmes et les hommes en matière de technologies. L'objectif est sans concession: «réaliser d'ici à 2020 l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'accès au large bande». Le numéro de mars 2013 des Nouvelles de l'UIT s'en faisait l'écho, indiquant que cet objectif a été approuvé par la Commission «Le large bande au service du développement numérique» lors de sa septième réunion organisée sous l'égide de son Co-Président, Carlos Slim Helú.

Le fossé hommes-femmes en matière d'accès au large bande et d'utilisation de cette technologie

«Nous avons un rôle déterminant à jouer dans la réduction des disparités concernant le large bande», a déclaré Hamadoun I. Touré, Secrétaire général de l'UIT et Co-Vice-Président de la Commission sur le large bande, encouragé de voir tant de membres de la commission soutenir le groupe de travail.

Brahima Sanou, Directeur du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT, a proposé que le groupe de travail préconise la prise en compte des questions de genre dans les politiques sur le large bande et dans les plans nationaux. Plusieurs mesures sont envisageables: encourager les femmes à utiliser l'Internet, inciter les entreprises à recruter des femmes, renforcer la formation des femmes et suivre de près l'évolution des disparités hommes-femmes dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). «Nous devons renforcer l'autonomie des femmes par le large bande», a souligné M. Sanou.

Helen Clark, administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Présidente du groupe de travail, l'a souligné à la réunion de Mexico, l'inégalité entre les femmes et les hommes est l'un des obstacles qui empêchent les pays d'aller de l'avant. En omettant d'accorder aux femmes tous les avantages de l'utilisation des TIC et de l'accès à ces technologies, les pays se privent des bénéfices que pourrait leur apporter la moitié de leur population. Les TIC donnent accès à des services essentiels, facilitent la participation à la vie publique, contribuent à l'autonomisation économique des femmes et les aident à se faire entendre. Mais les problèmes qui se posent ne s'expliquent pas seulement par le manque d'infrastructures: nombre de femmes dans le monde se heurtent à des difficultés diverses, auxquelles il convient de s'attaquer (exclusion, inégalité d'accès à l'éducation et aux compétences TIC, etc.). «Les technologies TIC doivent être mises en place pour répondre aux vraies difficultés qui se posent sur le terrain. Déployer, oui, mais déployer avec égalité», a déclaré Mme Clark.

S'il existe une réelle volonté de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes, les restrictions et les pratiques discriminatoires auxquelles les femmes se heurtent au quotidien sont bien réelles et trouvent un écho dans le cyberspace, a fait observer Gülden Türköz-Cosslett, Directrice de la Division de l'appui aux programmes d'ONU Femmes, notant que «si les femmes ont très largement contribué à la révolution en ligne du Printemps arabe, elles ont néanmoins été écartées des conséquences politiques».

Le 29 janvier 2013, le groupe de travail a tenu sa première téléconférence, présidée au nom d'Helen Clark par la Directrice du Groupe du PNUD sur la gouvernance démocratique, Géraldine Fraser-Moleketi. Les participants ont retenu les objectifs suivants en vue d'un débat lors de la réunion présentielle du groupe à Mexico:

- création d'un réseau de praticiens travaillant ensemble pour échanger leurs connaissances et leur expertise et dresser sans tarder une liste des initiatives en cours afin de tirer les enseignements et de repérer les bonnes pratiques;
- création d'un tableau de bord interactif pour saisir les données issues de cet inventaire;
- élaboration d'un rapport à destination des décideurs et des experts, contenant des solutions innovantes pour que les technologies TIC soient prises en compte dans les initiatives en matière de développement et d'égalité entre les femmes et les hommes; diffusion du rapport à l'aide d'outils novateurs.

Quantification du problème

Selon le Vice-Président du Programme *Intel World Ahead*, John Davies, dans les pays en développement, les femmes ont 25% de chances en moins que les hommes d'être connectées. Selon l'étude menée par Intel, l'écart est de 43% en Afrique subsaharienne, contre seulement 10% en Amérique latine et dans les Caraïbes. En connectant les femmes, ces pays pourraient générer entre 13 et 18 milliards USD de produit intérieur brut (PIB) supplémentaire.

Doreen Bogdan-Martin, Chef du Département de la planification stratégique et des relations avec les membres de l'UIT, indique qu'à l'échelle mondiale, l'écart entre le nombre de femmes et le nombre d'hommes utilisant l'Internet est de 16%. Seuls 29% des plans nationaux pour le large bande mentionnent les questions de genre. L'UIT s'emploie à renverser la tendance en publiant des indicateurs TIC ventilés selon le genre et en s'efforçant de supprimer les barrières

qui existent entre les femmes et les hommes dans le domaine de la formation aux TIC (notamment grâce à son partenariat avec la fondation Telecentre.org et par son action en faveur de l'augmentation du nombre de femmes dans le secteur des TIC).

De son côté, GSMA note qu'il existe des disparités entre les femmes et les hommes dans l'accès aux technologies mobiles. L'écart est important: à l'échelle mondiale, les femmes ont 21% de chances en moins que les hommes de posséder un téléphone. Elles se heurtent à de multiples obstacles, qui concernent notamment le coût et l'accessibilité économique, les connaissances techniques, le manque d'information et les sensibilités.

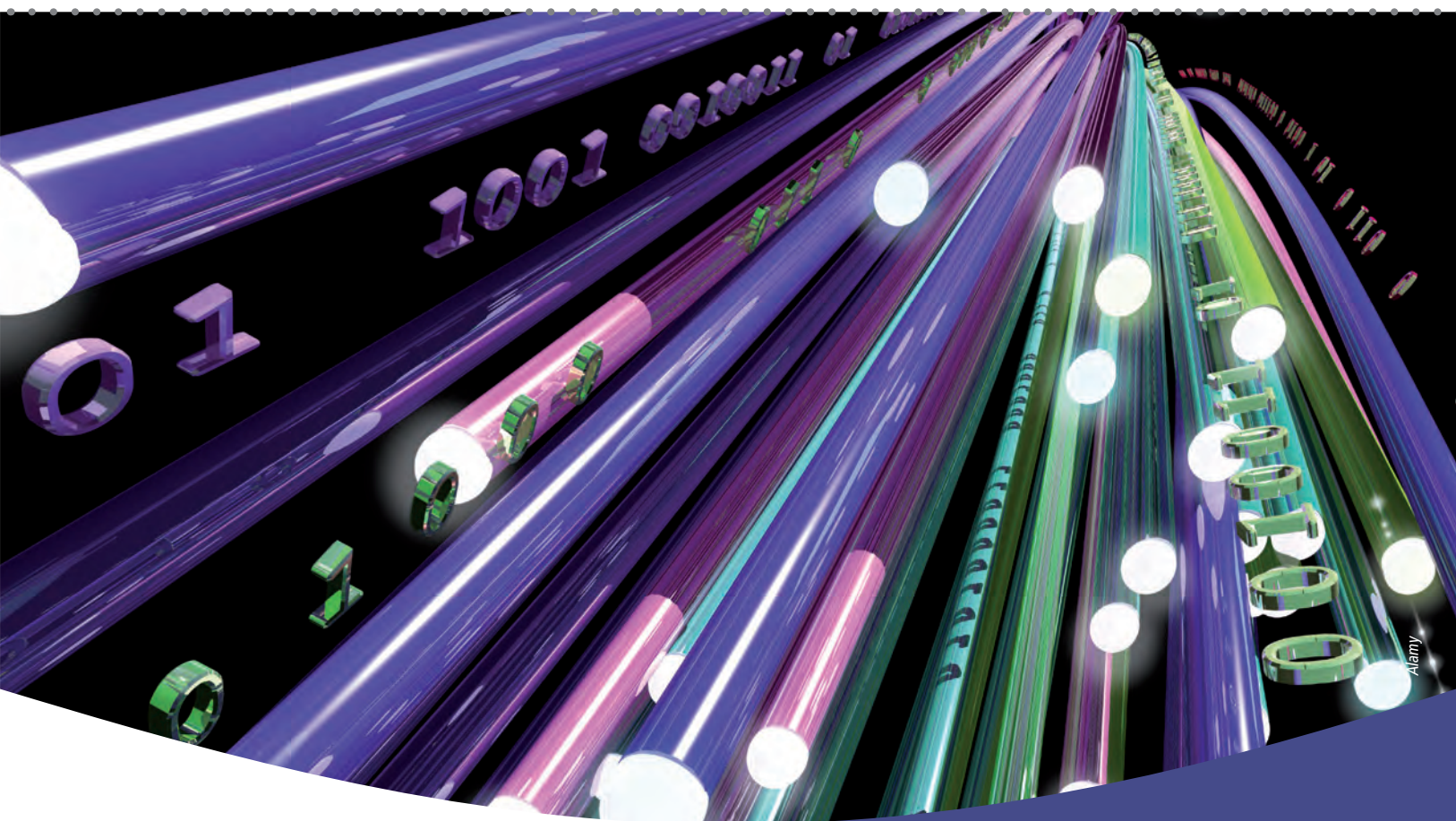
Elaine Weidman, Vice-Présidente en charge du développement durable et de la responsabilité d'entreprise chez Ericsson, relève que le rapport hommes-femmes de 80/20 existe depuis des années parmi les salariés des télécommunications travaillant dans le secteur des TIC.

Nancy Hafkin, membre éminente de *Women in Global Science and Technology*, souligne quant à elle l'importance des données et cite à ce propos une précédente étude réalisée par le PNUD: «Sans données, pas de visibilité; et sans visibilité, pas d'inclusion. Il nous faut connaître le nombre de femmes qui ont accès au large bande et savoir à quoi elles l'utilisent», ajoute-t-elle, estimant qu'il faudrait associer davantage de femmes entrepreneurs aux travaux de la commission pour faciliter la circulation des idées.

Initiatives concluantes

Plusieurs exemples d'initiatives concluantes ont été mentionnés, notamment un projet mené par ONU Femmes en Equateur pour former des femmes à l'utilisation des services de cyberadministration dans l'objectif d'améliorer l'état sanitaire et les soins médicaux. Les retombées positives des technologies TIC sur la santé maternelle ont aussi été observées en Ouganda, où des femmes utilisent avec succès ces technologies pour accéder à des informations sur la santé. Au Kenya, les services bancaires par téléphone mobile ouvrent de nouvelles possibilités aux femmes entrepreneurs.

Jasna Matic, Conseillère spéciale pour la compétitivité et l'économie du savoir auprès du Ministère serbe des finances et de l'économie, a fait observer que partout dans le monde, des jeunes femmes utilisent les technologies TIC pour devenir indépendantes sur le plan financier et pour l'éducation, les soins médicaux et l'accès à la justice.



Anne Bouverot, Directrice générale de GSMA, a fait part de projets tels que le programme mWomen de GSMA qui pourraient changer la vie de millions de femmes dans les pays à revenu faible ou intermédiaire en leur facilitant l'accès aux produits et aux services mobiles.

Magdalena Gaj, Présidente du Bureau polonais des communications électroniques, a décrit le projet *Lighthouse Keepers* mis en œuvre en Pologne par des bénévoles. Ces «gardiens de phare» sont des passionnés des technologies TIC qui transmettent aux adultes les compétences qui leur manquent pour participer pleinement au monde numérique. Chaque collectivité locale compte au moins un gardien de phare, leur nombre est aujourd'hui de 2640, et 24 000 adultes ont été formés.

Miguel Raimilla, Directeur général de la fondation Telecentre.org, a présenté les travaux entrepris par la fondation en collaboration avec l'UIT et d'autres partenaires. En mars 2013, une formation de base avait été dispensée à près de 680 000 femmes.

Autre réussite présentée lors de la réunion: la plate-forme SmartWoman développée par ChangeCorp, entreprise sociale établie aux Etats-Unis. SmartWoman est un réseau social géré par ses membres, qui contribue à l'autonomisation des femmes dans d'autres pays en diffusant des informations concernant les carrières,

les compétences utiles dans la vie quotidienne et la responsabilité parentale. «La phase N° 2 prévoit la vente et l'achat de produits confectionnés par d'autres femmes», a déclaré Louise Guido, Directrice générale de ChangeCorp.

Et ensuite?

Kathy Calvin, Présidente et Directrice générale de la Fondation pour les Nations Unies, a déclaré que la Commission sur le large bande pouvait jouer un rôle incitatif important sur le plan stratégique. Elle a proposé que la commission présente des recommandations au Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015 et au Groupe des 77, ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies.

«Les questions de genre doivent être intégrées aux Objectifs du Millénaire pour le développement et aux programmes qui leur succéderont», a déclaré A. Reza Jafari, Président et Directeur général d'*e-Development International* et Co-Vice-Président du Groupe de travail sur le large bande et les questions de genre, soulignant que le temps était venu de passer des projets pilotes à des initiatives à grande échelle.

Selon Irina Bokova, Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), nous devons considérer les femmes et les jeunes filles comme des créatrices de technologies autant que des consommatrices.

Ann Mei Chang, conseillère principale chargée de la question des femmes et des technologies au Département d'Etat américain, a souligné l'importance de mentionner les questions de genre dans les travaux de la Commission sur le large bande. «La définition d'un objectif explicite donnerait un signal fort en faveur des questions de genre», a-t-elle déclaré.

Selon Sonia Jorge, Directrice du département recherche et consulting chez Pyramid Research, les femmes apportent des solutions innovantes en matière d'entrepreneuriat pour aider d'autres femmes. «Trop peu de plans pour le large bande intègrent actuellement les questions de genre. Nous devons soutenir le développement de politiques et de stratégies en ce sens. Nous avons besoin de militants et de spécialistes pour traduire les politiques en projets concrets», a-t-elle déclaré.

Helen Clark, administratrice du PNUD, a noté la nécessité d'intégrer l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans les politiques publiques pour compléter les initiatives prises par les sociétés et les directeurs d'entreprise. «Les études sur les questions de genre et le partage des expériences sont essentielles, et il nous faut maintenant déterminer si les questions de genre doivent être un objectif à part entière ou si elles doivent être intégrées à chacun des objectifs de la Commission sur le large bande. L'accès au réseau est le point de départ et non le point final, et les technologies ne sont jamais neutres sur le plan du genre», a-t-elle souligné.

Axel Leblois, Président et Directeur général de G3ict, a rappelé qu'il faut prendre en compte les femmes handicapées, lesquelles représentent un demi-milliard de personnes vivant dans la plus extrême pauvreté.

Mandat du groupe de travail

A sa septième réunion à Mexico, la commission a entériné toutes les propositions présentées par le groupe de travail:

- Créer un réseau de praticiens, d'experts et de parties prenantes qui travaillent ensemble pour partager leurs connaissances et leur expertise, promouvoir les bonnes pratiques et l'innovation, et s'attacher à reproduire les projets existants et à les transposer à plus grande échelle dans d'autres pays et d'autres régions. Il faudra pour ce faire dresser la liste des initiatives pertinentes et créer un tableau de bord interactif pour saisir l'ensemble des données. De plus, ce réseau de praticiens mettra en évidence les problèmes essentiels qui se posent et sera un puissant outil de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes à l'échelle mondiale. Il établira le contact avec des femmes qui ont réussi dans le domaine des TIC, en particulier dans les pays en développement.
- Rédiger un rapport pour aider les décideurs à prendre en compte, de façon effective, les technologies TIC dans leurs plans de développement et leurs initiatives en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ce rapport fournira des outils d'élaboration des politiques, des exemples de projets réussis et des indicateurs de référence pour mesurer l'état d'avancement.
- Fixer à la Commission pour le large bande un nouvel objectif: atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'accès au large bande d'ici à 2020. Il a par ailleurs été proposé que tous les rapports et indicateurs de la commission prennent en compte la dimension de l'égalité hommes-femmes.
- Elargir la composition du groupe de travail à des femmes entrepreneurs de pays en développement incarnant la réussite. Créer un réseau local efficace pour veiller à l'utilisation d'indicateurs de l'égalité hommes/femmes et associer des décideurs et des partenaires qui traitent des questions de genre.

M. Jafari, les sociétés Cisco, Ericsson, Huawei, Intel et Microsoft, le Département d'Etat américain et la Fondation pour les Nations Unies, et bien d'autres, ont apporté leur soutien résolu à la mise en œuvre des conclusions du groupe de travail.

Le présent article est adapté du compte rendu de la réunion du Groupe de travail de la Commission sur le large bande chargé du large bande et des questions de genre.



Carlos Slim Helú



Hamadoun I. Touré



Brahima Sanou



A. Reza Jafari



Irina Bokova



Helen Clark



Jasna Matić



Hessa Al-Jaber



John Davies



Doreen Bogdan-Martin



Geraldine Fraser-Moleketi



Kathy Calvin



Anne Bouverot



Louise Guido



Magdalena Gaj



Ann Mei Chang



Miguel Raimilla



Sonia Jorge



Gülden Türköz-Cosslett



Nancy Hafkin

Le Programme mWomen de la GSMA

Le mobile au service du progrès socio-économique des femmes

Anne Bouverot, Directrice générale de la GSMA



A l'occasion de la Journée internationale des filles dans le secteur des TIC, la GSMA célèbre l'action menée à l'échelle mondiale pour aider les filles et les femmes à devenir de futures dirigeantes de l'industrie des technologies de l'information et de la communication (TIC). Notre initiative «Connecter les femmes», qui ouvre aux femmes des possibilités de constitution de réseaux et de mentorat dans l'industrie du mobile, traduit notre volonté de créer les conditions du succès et du leadership des femmes dans une industrie jusqu'ici dominée par les hommes.

Outre la volonté de rendre cette industrie inclusive, la GSMA veut mettre les femmes au centre du développement économique, de la création d'emplois et d'autres avantages de la téléphonie mobile qui changent la vie des gens. C'est pour faciliter l'accès aux produits et services mobiles qui pourraient changer la vie de millions de femmes dans les pays à revenu faible ou intermédiaire que la GSMA a élaboré son programme mWomen.

Comblant l'écart entre hommes et femmes en matière de téléphonie mobile

La GSMA a lancé le programme mWomen en octobre 2010, avec le soutien de l'ex-Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Hillary Rodham Clinton, après la publication de notre rapport «*Women and Mobile: A Global Opportunity*» (Les femmes et le mobile, un enjeu mondial). Cette étude, effectuée par la GSMA et la Fondation Cherie Blair pour les femmes, a été la première à cerner l'ampleur et les causes de l'écart entre hommes et femmes en matière de téléphonie mobile dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Il en ressortait que, dans ces pays, la probabilité pour les femmes de posséder un téléphone mobile est inférieure de 21% à ce qu'elle est chez les hommes, ce qui représente 300 millions de clientes et 13 milliards USD de marchés en moins pour l'industrie de la téléphonie mobile.

L'étude mettait en lumière les principaux obstacles à l'accès des femmes au mobile, qui ont trait aux coûts, à la culture, à la méconnaissance de la technique et à la perception des valeurs. On y trouvait aussi

une démonstration des avantages que procure aux femmes la possession d'un mobile. Ainsi, 93% des femmes interrogées ont dit se sentir plus en sécurité, 85% ont fait état d'un sentiment de plus grande indépendance et 41% ont évoqué un meilleur accès aux possibilités d'activités rémunératrices grâce au téléphone mobile. Ces constats ont incité la GSMA à entreprendre une série de projets qui ont abouti à la constitution de l'Alliance mondiale pour le développement mWomen, financée et mise en œuvre en partenariat avec l'Agency for International Development des Etats-Unis, l'Agency for International Development d'Australie et Visa Inc.

Les objectifs du programme mWomen de la GSMA sont de réduire de moitié l'écart entre hommes et femmes en matière de téléphonie mobile, en encourageant les opérateurs à offrir des services aux femmes et à accroître la disponibilité de services qui changent la vie et apportent une valeur ajoutée aux femmes, et en favorisant des solutions qui éliminent les obstacles à l'adoption de cette technologie. Le programme est centré sur l'identification des modèles d'entreprise susceptibles de livrer des services aux femmes, durablement et à la bonne échelle,

en apportant les soutiens et les connaissances approfondies nécessaires pour inciter à agir les opérateurs de téléphonie mobile, les fournisseurs de services à valeur ajoutée et autres composantes de l'industrie du mobile, ainsi que les organisations non gouvernementales et autres partenaires internationaux pour le développement.

Des produits et services mobiles conçus pour les femmes

On commence à voir quelques exemples de la manière dont les opérateurs acquièrent une connaissance plus approfondie des besoins des femmes en tant que consommatrices sur leur marché ainsi que des succès commerciaux et sociaux qu'ils ont pu en retirer. A titre d'exemple, en 2011, l'opérateur iraquien Asiacell, constatant que les femmes ne représentaient que 20% de sa base d'abonnés et désireux de comprendre leurs besoins, a procédé à une étude de marché à l'issue de laquelle il a lancé sa gamme de produits Almas. Ces produits correspondaient aux besoins des Iraquiennes en matière de services mobiles, avec des fonctionnalités telles que la «facturation graduée» avec rabais de 50% après la troisième minute; la liberté pour les femmes de choisir leurs tranches hors heures de pointe; des tarifs réduits pour les appels hors réseau; et un service «bye-bye» gratuit qui bloque les appels ou textos de harceleurs éventuels. Cette gamme de produits ayant été lancée en avril 2011, les femmes représentent désormais 40% de la clientèle totale d'Asiacell et près de 1,8 millions d'Iraquiennes ont été connectées à leurs proches et amis et ont gagné en indépendance sociale et familiale en accédant à la téléphonie mobile. En février 2013, le *Global Mobile Award* (Prix mondial du mobile) dans la catégorie «Meilleurs produits ou services mobiles pour les femmes des pays émergents» a été décerné à Almas lors du Congrès mondial du mobile de la GSMA à Barcelone.

L'Indonésie offre un autre exemple avec Indosat. Soucieux de différencier son offre sur un marché concurrentiel, Indosat, se fondant sur ses études de marché internes et externes, a entrepris de créer un produit mobile visant spécifiquement les souhaits et les besoins des femmes au foyer. Le service *Hebat Keluarga* ainsi conçu vise à aider ces femmes à mieux gérer leur ménage et à rester en contact avec leur famille. L'abonnement comprend un tarif abordable pour appeler les proches et amis, une application «recherche de proches» permettant la localisation géographique des membres de la famille, et une carte SIM à longue durée de validité. Depuis



© Howard Sayer Photography

le lancement de ce service, en juillet 2011, la clientèle féminine d'Indosat compte plus de deux millions de clientes supplémentaires.

Un autre exemple de partenariat pour un écosystème durable au service des femmes est donné par le lauréat de 2012 du *Global Mobile Award*, le service Etisalat *Mobile Baby*. Mis au point dans le cadre d'un partenariat regroupant Etisalat, Qualcomm, D-Tree International et Great Connection Inc. *Mobile Baby* est un ensemble de services abordables conçus pour réduire le nombre des décès liés à la grossesse dans les pays émergents. Cet outil permet la télé-échographie des grossesses, les communications entre les sages-femmes et les établissements de soins en cas d'urgence et l'apprentissage des signaux d'alarme, ce qui permet au personnel de santé d'intervenir plus rapidement dans les situations d'urgence. *Mobile Baby* est aujourd'hui disponible partout où Etisalat opère et il a été adapté de façon à intégrer d'autres priorités sanitaires locales telles que l'éradication de la poliomyélite.

Quel rôle pour les gouvernements?

Le programme mWomen de la GSMA est certes principalement axé sur l'identification des modèles d'entreprise qui peuvent apporter aux femmes des services susceptibles de changer leur vie de manière durable et à la bonne échelle, mais la GSMA plaide aussi pour une intervention des gouvernements en vue de créer l'environnement propice nécessaire. Les gouvernements qui tiennent à ce que les services mobiles touchent autant les femmes que les hommes ont aussi un rôle à jouer. Les organismes gouvernementaux peuvent notamment encourager le développement de services mobiles à valeur ajoutée bénéficiant plus particulièrement aux femmes et conçus en ayant leurs besoins à l'esprit, tels que les services d'administration mobile au service du développement économique et les services mobiles permettant le versement des prestations sociales autrement qu'en espèces. Les efforts en ce sens peuvent être accélérés par un recours stratégique aux fonds du service universel. Les gouvernements ont également un rôle à jouer pour ce qui est de recueillir à l'échelle nationale des données concernant la possession et l'utilisation de mobiles par des femmes et de veiller à ce que la perspective de l'égalité des sexes structure l'ensemble des agendas des TIC et que les programmes d'enseignement et autres programmes sociaux intègrent l'utilisation de la technologie à leur conception et leur exécution. Enfin, les décideurs doivent examiner comment il convient de promouvoir une plus grande utilisation des mobiles en réduisant le coût total de possession de ces appareils par le citoyen, éventuellement par le traitement fiscal des biens et services de télécommunication.

La GSMA est au service des femmes

Le programme mWomen de la GSMA montre comment l'action collective des opérateurs de mobiles, des organisations non gouvernementales, des gouvernements et d'autres composantes de l'industrie peuvent améliorer la vie et les perspectives de millions de personnes. Pour en savoir plus sur le programme et parcourir le riche fonds d'informations, de conclusions, d'outils et autres ressources, se rendre sur www.mWomen.org.

La GSMA est fière de conjuguer ses efforts à ceux d'une industrie du mobile qui met de plus en plus l'accent sur le potentiel des femmes et des filles, aussi bien en tant que dirigeantes dans cette industrie qu'en tant que précieuses clientes. La Journée internationale des filles dans le secteur des TIC constitue une excellente occasion de célébrer les progrès que nous avons obtenus jusqu'ici et de renouveler notre engagement à faire en sorte que le mobile réalise pleinement son potentiel en tant que moteur de la réalisation des objectifs socio-économiques mondiaux.

Le large bande en zone rurale va transformer les soins de santé aux Etats-Unis

Deborah Taylor Tate, Emissaire spéciale de l'UIT pour la protection en ligne des enfants



Le gouvernement prend parfois les bonnes décisions, même s'il lui faut du temps. Cela a été le cas avec le nouveau Fonds pour l'accès au large bande dans le domaine des soins de santé (Healthcare Connect Fund) aux Etats-Unis, qui affecte chaque année jusqu'à 400 millions USD du fonds de service universel à l'extension de l'accès à une connectivité fiable et haut débit pour les prestataires de soins de santé situés dans les zones rurales.

Télécommunications et soins de santé en zone rurale

Si le concept d'aide aux prestataires de soins de santé dans les zones rurales a été introduit initialement dans la loi de 1996 sur les télécommunications, le programme prévu est resté quasiment lettre morte pendant des années, méconnu et très peu utilisé. Je suis fière d'avoir fait partie de la Commission fédérale des communications (FCC) lorsque celle-ci a considéré que ce programme pouvait donner l'élan nécessaire à la poursuite du déploiement de l'accès au large bande dans les zones rurales des Etats-Unis, et pouvait permettre à la population habitant en zone rurale d'avoir accès au même niveau de recherche médicale et de savoir-faire, aux mêmes bonnes pratiques et aux mêmes spécialistes que les résidents des villes.

Soins de santé mobile

En 2006, la Commission a commencé à solliciter des suggestions tant du côté des prestataires de soins de santé que des fournisseurs de services large bande concernant les moyens qui pourraient permettre aux villes, aux Etats et même aux régions de mieux collaborer pour fournir les services de santé et améliorer l'accès au large bande. Dans le cadre de cette démarche, la télémédecine a commencé à évoluer vers la santé mobile (soins de santé mobile) grâce à l'utilisation d'un ensemble d'appareils et de plates-formes rendant possible la fourniture de soins de santé quel que soit le lieu où se trouvent les patients et leur médecin.

A l'époque, j'étais le seul membre de la Commission originaire d'une zone rurale des Etats-Unis et j'étais enthousiasmée à l'idée que mes collègues des deux partis soutiennent unanimement la mise au point d'un projet pilote visant à moderniser les

technologies de l'information et à élaborer des programmes de soins de santé innovants qui faisaient alors cruellement défaut pour garantir la disponibilité universelle du large bande et, plus important encore, celle de l'accès à des soins médicaux de pointe et à des médecins spécialistes. Ce projet pilote a financé près de 85% des coûts de déploiement et de construction liés à la modernisation des réseaux large bande en vue d'atteindre des connexions plus rapides allant de 3 à 10 Mbit/s.

Dans son Plan national en matière de large bande présenté au Congrès le 16 mars 2010, la Commission a également mis en avant les formidables possibilités offertes par le large bande pour améliorer les soins de santé dans les zones rurales (voir *Connecting America: The National Broadband Plan*, Commission fédérale des communications disponible sur www.broadband.gov/download-plan/).



AFP/Image Source

Réduire les coûts et améliorer les services en zone rurale

En août 2012, la FCC a rendu publics et exposé un grand nombre de points positifs résultant du projet pilote sur les soins de santé en zone rurale. Ce projet a permis non seulement d'améliorer l'accès au large bande, d'accroître le débit et de renforcer la collaboration avec le secteur des soins de santé, mais également de réaliser des économies considérables dans de nombreuses régions où il a été expérimenté. Par exemple, un consortium de Caroline du Sud a vu diminuer de 18 millions USD les dépenses liées à l'assurance maladie (Medicaid) grâce à la télépsychiatrie, et un groupe de prestataires de soins de santé du Midwest des Etats-Unis a réalisé une économie de 1,2 million USD sur les services électroniques fournis aux patients dans les unités de soins intensifs.

Fort des succès atteints lors de la mise en œuvre du projet pilote, la FCC a alloué dernièrement près de 400 millions USD au nouveau Fonds permanent pour l'accès au large bande dans le domaine des soins de santé (*Healthcare Connect Fund*) afin qu'un nombre croissant de prestataires de soins de santé bénéficient de l'accès à des connexions large bande. Selon la FCC, ce nouveau Fonds favorisera l'accès à la lumière des nouvelles idées formulées au cours de la phase d'expérimentation, notamment:

- encourager les partenariats entre les petits fournisseurs de soins de santé en zone rurale et les centres médicaux situés dans les villes afin de permettre aux hôpitaux et cliniques isolés de tirer parti des ressources médicales, techniques et administratives des fournisseurs de services plus importants;

- augmenter la responsabilité budgétaire en demandant aux participants de contribuer à hauteur de 35% des coûts tout en proposant des tarifs de groupe plus intéressants.

Compte tenu de nombreux commentaires appelant l'attention sur la population vieillissante, la FCC va également lancer un appel à soumission de nouveaux projets pilotes — qui seront sélectionnés par voie de concours — en vue d'étendre les réseaux large bande aux établissements de soins spécialisés. Quelque 50 millions USD seront alloués sur trois ans à la réalisation de ces projets pilotes.

Avantages de l'accès au large bande dans le domaine médical

L'accès au large bande est capital pour les services de santé du XXI^e siècle. Il ne s'agit pas simplement d'améliorer la qualité des soins et de réduire les coûts; l'enjeu principal est de sauver des vies et d'améliorer les conditions de vie. L'accès au large bande donne entre autres la possibilité d'entrer instantanément en contact avec des médecins spécialistes et de pouvoir accéder aux dossiers médicaux électroniques à n'importe quelle heure du jour et de la nuit; il permet également de limiter les coûts afférents à l'éducation, à la formation et à la validation des qualifications des prestataires de soins de santé.

Les avantages qu'offre une connexion large bande haut débit sont évidents dans de nombreux domaines. Ainsi, l'on sait que chaque minute compte dans les opérations chirurgicales à distance ou qu'il est nécessaire d'établir un diagnostic rapide et de fournir des soins appropriés aux victimes d'attaque cérébrale. Songez également à l'intérêt de la télépsychiatrie pour les personnes vivant dans des endroits isolés et qui ont besoin du soutien de leur famille ou de leurs amis. Voyez combien il est important de pouvoir prévoir et prévenir les naissances prématurées ou d'avoir accès aux données médicales pertinentes et aux informations sur les allergies aux médicaments lorsque des personnes sont victimes d'un accident loin de chez elles. Pensez aux économies qui

peuvent être réalisées en ne faisant pas faire deux fois les mêmes analyses et en prescrivant les médicaments les plus efficaces et les plus récents. Enfin, à côté de l'intérêt du large bande dans l'amélioration de la santé des personnes, songez à tous les avantages qui découlent de l'adoption de bonnes pratiques en matière de diagnostic et de traitement grâce au partage de métadonnées sur les maladies conjuguée à l'accélération du passage de la sphère scientifique à la prestation de service, c'est-à-dire de la recherche à l'application pratique, une transposition qui demande aujourd'hui des années.

Associer le large bande et les soins de santé permettra d'accomplir des progrès formidables dans le domaine des services médicaux et d'accroître le bien-être et la prévention, tout en améliorant l'accès au système de soins de santé et en accélérant la prestation de services.

A propos de Deborah Taylor Tate

Deborah Taylor Tate, deux fois désignée par le Président des États-Unis, a été membre de la Commission fédérale des communications. Elle a fait partie de la délégation des États-Unis à la Conférence mondiale des radiocommunications qui s'est tenue en 2007, à Genève, et a assumé des responsabilités dans le domaine des médias internationaux, des télécommunications et du large bande. Elle a été nommée Présidente de la Commission conjointe Etat fédéral-Etats fédérés chargée des questions relatives au service universel qui supervise le fonds des télécommunications de sept milliards USD et la Commission conjointe sur les services évolués (large bande). Connue comme la «Commissaire aux enfants», elle a reçu en 2009 le Prix UIT des télécommunications et de la société de l'information pour ses travaux de portée internationale sur l'éducation et la protection en ligne des enfants.

Avocate et médiatrice, Mme Tate est actuellement un membre éminent (Distinguished Adjunct Senior Fellow) du Conseil des télécommunications des médias minoritaires (Minority Media Telecommunications Council) de la Free State Foundation à Washington, membre du Conseil d'administration de HealthStream, Inc., membre fondateur du bureau de Women Corporate Directors créé dans le Tennessee, chargée de cours à l'Université de Vanderbilt, et cadre en résidence à l'Université de Lipscomb où elle enseigne le droit et la politique dans le domaine des communications. Mme Tate est cofondatrice de la Renewal House (Foyer pour un nouveau départ), un établissement de réadaptation pour les femmes toxicomanes et leurs enfants. Elle coprécide avec Geena Davis la Commission nationale pour un environnement médiatique sain (National Healthy Media Commission) qui étudie l'incidence des médias sur les filles et les femmes en particulier. Elle est l'Emissaire spéciale de l'UIT pour la protection en ligne des enfants.

Bonne politique publique

Il est rare qu'un membre de l'administration publique puisse évaluer pleinement les effets de mesures politiques particulières et en apprécier la concrétisation. L'expérience du Fond pour l'accès au large bande dans le domaine des soins de santé a toutefois montré qu'une bonne politique publique et une direction gouvernementale forte peuvent réellement, pour un coût très faible, stimuler l'innovation et l'investissement, et engendrer un retour sur investissement que même les agents de Wall Street envieraient.

Si les économies de temps, d'efforts et d'argent dans le domaine des soins de santé sont capitales dans le contexte actuel caractérisé par les coupes budgétaires et le ralentissement de l'économie, l'enjeu fondamental reste de sauver la vie des personnes, où qu'elles vivent.

Télécentre Femmes: Formation à l'informatique

*La technologie au service de
l'autonomisation des femmes*

*Maria Teresa Camba, Directrice des opérations
à la Fondation Telecentre.org*



Pour des millions de femmes, la formation aux outils numériques ouvre la voie à un nouvel avenir, une chance que la Campagne pour la formation des utilisatrices des télécentres aux outils numériques tente de donner aux femmes des quatre coins du monde. Cette initiative mondiale est menée conjointement par l'UIT et la Fondation Telecentre.org, chef de file des télécentres au niveau mondial.

Le rôle joué par les télécentres dans l'autonomisation des femmes peut être illustré par la seule histoire de Noura, une jeune femme handicapée de 27 ans dont le nom signifie «lumière» en arabe. Elle passait ses journées seule, assise devant sa maison, à regarder les gens passer, son seul réconfort étant d'écouter de la musique, jusqu'au jour où elle a commencé une formation au Télécentre de Salamieh en République arabe syrienne. Noura a vite maîtrisé la programmation informatique. Aujourd'hui, elle est devenue formatrice au Centre de recherche des personnes handicapées de Salamieh qui délivre un Passeport de compétences en informatique et elle est un rayon de soleil pour les autres personnes handicapées. «J'ai eu l'opportunité de pouvoir multiplier mes chances de trouver un emploi. Grâce aux cours que j'ai suivis au Télécentre de Salamieh, j'ai été engagée à mon poste actuel», explique Noura.

Stratégie adoptée pour la Campagne

La Campagne pour la formation des utilisatrices des télécentres aux outils numériques est une initiative menée à l'échelle mondiale qui vise à autonomiser l'ensemble des femmes défavorisées et issues de communautés mal desservies en leur apportant une formation de base dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Ces acquis leur permettent de s'épanouir et augmentent leurs chances d'avoir une vie meilleure.

Le projet est chapeauté par Telecentre.org, programme mondial partenaire de l'UIT qui appuie la création et le maintien de télécentres en vue d'augmenter «les chances d'atténuer la pauvreté au niveau local grâce à l'informatique».

En mobilisant simultanément les ressources du réseau mondial de la Fondation Telecentre.org, ainsi que les 193 Etats

Membres de l'UIT et ses 806 Membres de Secteur, Associés et établissements universitaires, la Campagne pour la formation des utilisatrices des télécentres aux outils numériques a déjà eu des résultats très positifs: plus de 500 000 femmes ont acquis des compétences informatiques de base dans l'un des télécentres ou réseaux de télécentres existants; une étude a été lancée à l'échelle mondiale en vue d'identifier les 100 Meilleures responsables de télécentre; la Fondation s'est assurée le concours de plus de 140 organisations (dont des réseaux de télécentres) dans 86 pays et a obtenu l'aide de partenaires des secteurs privé et public, d'institutions internationales et de parties prenantes au niveau local pour promouvoir le rôle des télécentres dans l'autonomisation des communautés, conformément aux Objectifs du Millénaire pour le développement.

Groupes cibles, éléments moteurs et résultats attendus de la campagne pour la formation aux outils numériques

Groupes cibles à l'échelle mondiale:

Un million de femmes issues de communautés défavorisées.

Éléments moteurs: Femmes ayant réussi grâce à l'action des télécentres, partenaires des secteurs privé et public, institutions internationales, parties prenantes au niveau local, réseau mondial des télécentres et spécialistes de l'information.

Résultats attendus: Autonomiser le groupe de femmes ciblé en leur donnant accès à l'information, à l'entrepreneuriat et en leur apportant les compétences informatiques nécessaires pour trouver un emploi et augmenter leurs chances de poursuivre leurs études et d'appartenir à une communauté numérique mondiale solidaire.

Utilisatrices des télécentres

Les utilisatrices des télécentres sont issues de la population locale ou entretiennent des liens avec celle-ci. La Campagne pour la formation aux outils numériques voit ces utilisatrices sous deux angles distincts.

D'une part, les responsables de télécentres et les spécialistes de l'information assurent les services proposés par les télécentres, encouragent leur communauté à fréquenter davantage les télécentres, gèrent et créent les ressources locales et extérieures nécessaires pour que l'action des télécentres s'inscrive dans la durée.

D'autre part, les femmes de la communauté ayant ou non reçu une instruction formelle ou même bénéficié d'une alphabétisation fonctionnelle, qui fréquentent un télécentre ou en sont des utilisatrices potentielles. Même sans avoir des connaissances approfondies dans le domaine de l'informatique ou des TIC, elles utilisent (ou ont les



capacités d'utiliser) les services d'un télécentre pour mieux s'acquitter de leurs tâches ou élargir leurs horizons.

Nancy fait partie de cette seconde catégorie de femmes. Elle vit à Leyte, aux Philippines, et n'était jamais allée à l'école. Elle n'avait apparemment pas d'avenir lorsque, à l'âge de 38 ans, elle a découvert la *Tanuan eSkwela* (télécentre cyberécole).

Elle s'est alors consacrée entièrement à l'apprentissage de la maîtrise de l'ordinateur et, poussée à passer le Test d'accréditation et d'équivalence du système d'apprentissage alternatif proposé par le gouvernement, Nancy a obtenu les certificats correspondant à l'enseignement primaire et secondaire officiel. Consciente que les TIC lui avaient ouvert de nouveaux horizons, elle a également inscrit son fils et deux de ses neveux aux cours dispensés par le télécentre.

Aujourd'hui, la situation s'améliore pour Nancy qui, après avoir décroché son diplôme du second degré, s'est orientée vers une formation professionnelle pour gonfler les revenus de sa famille. «Lorsque je fréquentais le télécentre, je n'ai jamais eu honte de mon âge parce que j'y rencontrais d'autres femmes de ma génération. J'y ai appris à utiliser un ordinateur, c'est essentiel de nos jours. Je ne compte pas m'arrêter là. Je vais maintenant suivre une formation professionnelle afin d'aider mon mari charpentier et d'offrir un meilleur avenir à nos dix enfants.»

Comblar les lacunes en informatique des femmes

Aujourd'hui, ce sont les TIC qui font tourner le monde. Elles nous donnent les capacités et les moyens de développer notre potentiel et nous permettent de concevoir des projets, de réaliser nos aspirations, de nouer des relations, et de construire notre avenir d'une manière qui était encore inimaginable il y a peu.

Les TIC ont plus particulièrement changé la vie des femmes. Ces technologies ont permis de rompre avec les traditions et de casser les préjugés sociaux, d'accroître le rôle des femmes dans la société et dans leur foyer en donnant à nombre d'entre elles une nouvelle liberté économique et sociale qui les a aidées à retrouver leur rang et à être estimées à leur juste valeur au sein de leur communauté. Voir des mères accédant à l'autonomie grâce aux TIC et des femmes défavorisées prendre une part active dans l'économie du savoir montre à quel point les technologies peuvent changer la vie et laisse entrevoir ce que les TIC pourraient offrir à beaucoup d'autres femmes.

Pourtant, trop de femmes restent encore à l'écart de la révolution technologique mondiale, en particulier dans les pays en développement où seulement 20% des femmes sont connectées, selon le rapport d'Intel *Women and the Web* («Les femmes et l'Internet»). Ces femmes sont cantonnées au rôle qui leur est traditionnellement dévolu au sein de la famille et n'ont pas la moindre connaissance des outils numériques qui pourrait les aider à avancer et à développer leurs capacités.

Les connaissances de base dans le domaine du numérique ne se limitent pas à la simple maîtrise de l'ordinateur pour

communiquer par e-mail ou sur les réseaux sociaux. Elles englobent également l'aptitude à utiliser les TIC pour améliorer la vie des femmes en fonction de leur environnement et de leurs besoins. Par exemple, les travailleuses agricoles pourraient tirer profit d'informations utiles sur les marchés pour adapter leur production et la vendre à un meilleur prix. De même, ces connaissances pourraient permettre aux femmes au foyer de devenir des entrepreneuses travaillant à domicile, ce qui leur assurerait de nouvelles possibilités de gagner leur vie et d'augmenter ainsi leur productivité et le revenu familial.

Effets positifs

La Campagne pour la formation des utilisatrices des télécentres aux outils numériques permet d'autonomiser l'un des segments de la population les plus vulnérables face à la pauvreté et à ses conséquences. Placer les femmes défavorisées au cœur de la révolution numérique revient à leur donner les moyens d'accéder à l'information, de faire des choix, et à leur offrir des opportunités et des possibilités inenvisageables jusqu'alors.

Les connaissances informatiques valorisent les utilisatrices des télécentres aux yeux de leur famille et de leur communauté, qu'elles vivent en Afrique, dans les États arabes, en Asie-Pacifique, aux Amériques, dans la Communauté des États indépendants ou en Europe. Ces compétences leur permettent de trouver plus facilement un emploi et de participer plus largement à l'activité de leur entreprise tout en représentant un véritable atout. Promouvoir la formation aux outils numériques est une composante majeure de la croisade mondiale contre la pauvreté.

Des formations à l'informatique pour les femmes à Oman

Seema AlKabi, Chef d'équipe du programme communautaire de formation à l'informatique



Le programme du Centre de connaissances pour la Communauté des Femmes est l'une des initiatives par lesquelles l'Autorité des technologies de l'information du Sultanat d'Oman entend promouvoir l'intégration numérique des femmes. Ces centres sont destinés à améliorer les connaissances en informatique des femmes et à sensibiliser davantage celles-ci aux technologies de l'information en offrant à la communauté des services de formation tout au long de la vie. Associer des femmes à cette initiative contribuera à améliorer leur situation dans le secteur informatique et à réduire la fracture numérique.

Attirer des femmes adultes

Le programme du Centre de connaissances pour la Communauté des Femmes a pour objectif de former des femmes et des jeunes filles du Sultanat d'Oman pour qu'elles acquièrent des compétences de base en informatique afin de pouvoir participer pleinement à la société du savoir, accéder aux services de cyberadministration, trouver un emploi et s'ouvrir des débouchés commerciaux.

L'une des plus grandes difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés lorsque nous avons créé ce programme a été de convaincre des femmes adultes de s'inscrire dans les centres. Pour résoudre le problème, nous avons organisé une campagne active de sensibilisation visant tous les citoyens d'Oman. Notre objectif était de faire connaître le programme auprès du grand public pour attirer plus de monde dans les centres.

Les activités menées dans le cadre de la campagne consistaient notamment à faire du porte-à-porte pour distribuer des prospectus dans presque toutes les régions du pays, à diffuser régulièrement des publicités à la radio et dans les journaux ou d'autres types de publications, à envoyer des SMS à près de 25 000 personnes dans tout le pays, à mettre des bannières publicitaires sur certains sites web et à organiser des activités promotionnelles lors de manifestations locales et internationales ciblées. Cette campagne a permis d'accroître de manière notable le nombre de personnes s'inscrivant dans les centres.

Mettre en place des partenariats et échanger son expérience

L'initiative du Centre de connaissances pour la Communauté des Femmes peut se prévaloir d'une très large reconnaissance. Nous avons accueilli des experts des technologies de l'information et de la communication (TIC) venus de dix pays différents, ainsi qu'une délégation du Centre pour le Développement de la Femme de Gyeonggi (République de Corée). Les activités prévues comportaient notamment un échange d'expérience qui a permis de faire naître de nouvelles idées et d'ouvrir des débats entre les organisations locales et internationales sur le renforcement des capacités et le développement de la communauté.

Le Centre de connaissances pour la Communauté des Femmes est aussi devenu partenaire de Telecentre Femmes: Formation à l'informatique. Cette initiative mondiale de l'UIT et de la Fondation Telecentre.org vise à donner plus d'autonomie aux femmes qui vivent dans des communautés mal desservies en les formant aux TIC afin qu'elles puissent mieux s'épanouir et accroître leurs chances de vivre une vie meilleure.

Un réseau grandissant de centres dynamiques

Depuis le lancement du Centre de connaissances pour la Communauté des Femmes en 2011, neuf centres au total ont ouvert dans des régions et des *wilayat* (districts) divers. Ces centres sont équipés d'ordinateurs et d'autres périphériques modernes donnant accès non seulement à l'Internet mais aussi à des programmes spécialement développés à des fins éducatives.

Aujourd'hui ces centres débordent d'activité. Plus de 5000 femmes ont été formées à l'informatique. Les femmes au foyer sont désormais en mesure de communiquer en ligne avec des écoles par le biais d'un Portail d'enseignement pour suivre les progrès de leurs enfants. Elles savent comment surveiller leurs enfants lorsqu'ils utilisent l'Internet et elles peuvent communiquer avec leur famille et leurs amis en se servant des réseaux sociaux. Les femmes peuvent aussi devenir des «technopreneurs» tout en profitant du confort de leur maison.

Samira, une couturière qui travaille à domicile, a achevé avec succès une formation à l'informatique. Comme elle le dit elle-même, «maintenant je peux surfer sur des sites de mode féminine et découvrir les nouvelles

tendances des matériaux et des couleurs de vêtements. C'est le domaine que je préfère dans l'activité de couturière. Grâce à la formation, je suis capable de travailler avec des programmes tels que Word et Excel».

Rayonnement et formation

L'Autorité des technologies de l'information du Sultanat d'Oman s'est efforcée de développer et d'améliorer les compétences informatiques de la communauté dans son ensemble par le biais de divers programmes et initiatives. A ce jour, plus de 40 000 personnes ont été initiées à l'informatique, et 70% d'entre elles étaient des femmes habitant des régions éloignées.

Les étudiantes ont été formées par des formateurs qualifiés qui ont eux-mêmes bénéficié d'une mise à niveau dans le cadre d'un programme de formation des formateurs spécialement conçu à cet effet et d'un cours de formation à l'informatique.

Niveau de préparation à l'informatique à Oman

Le succès du Centre de connaissances pour la Communauté des Femmes et d'autres initiatives lancées dans le cadre du programme communautaire de formation à l'informatique a été mis en lumière lors du Symposium sur les Réseaux de connaissances et le partenariat entre plusieurs secteurs organisé en septembre 2012. Ce symposium a offert à des experts venus du monde entier une extraordinaire occasion de partager leur expérience et de proposer des bonnes pratiques. Les études de cas présentées par les participants ont montré comment différents pays mettaient en place des télécentres pour

offrir au public des lieux où chacun pouvait accéder à des ordinateurs, à l'Internet et à d'autres technologies numériques.

A Oman, la création du Centre de connaissances pour la Communauté des Femmes et le lancement d'autres initiatives ont fait progresser de manière notable le renforcement des capacités dans le domaine des TIC, ce qui a entraîné une amélioration du niveau de formation à l'informatique. Les indicateurs les plus récents montrent un taux de pénétration des ordinateurs personnels de 54% et un taux de pénétration de l'Internet de plus de 70%. Le Rapport mondial 2011–2012 sur les technologies de l'information publié par le Forum économique mondial a montré une forte progression du niveau de préparation du public à l'informatique, avec un saut de 47 points grâce auquel Oman occupe la 40^e place dans le monde.

Les femmes omanaises dans la société du savoir

Compte tenu des bouleversements technologiques qui interviennent dans la société aujourd'hui, les connaissances en informatique sont devenues des compétences essentielles pour permettre à chacun de communiquer, d'interagir, d'effectuer des transactions et de se dépasser dans une économie du savoir. Chaque élément de la communauté doit disposer de compétences de base en TIC pour développer et étendre son savoir afin de pouvoir tenir sa place et participer à un monde en constante évolution, de sorte que personne ne soit abandonné en route.

Faire progresser le développement du capital humain et de la société en général est l'un des grands objectifs stratégiques de l'initiative eOman. Celle-ci a pour but de



développer les compétences en informatique des Omanis, de mieux sensibiliser aux TIC les pouvoirs publics et la communauté et d'améliorer leurs connaissances dans ce domaine.

Le programme communautaire de formation à l'informatique, qui relève de cet objectif stratégique, est plus particulièrement axé sur les femmes et les communautés rurales;

il vise à leur offrir une formation en informatique et un accès à l'information afin d'améliorer la productivité et la qualité de vie et d'enrichir la culture et la tradition.

Aujourd'hui, les femmes omanaises disposent de l'autonomie nécessaire pour réaliser leurs rêves, tirer parti des possibilités que leur offre le Sultanat et prendre pleinement part au processus de développement. Cette autonomie traduit le fait que Sa Majesté le Sultan Qaboos bin Said est convaincue de l'importance du rôle des femmes d'Oman et de leur contribution au progrès social. La Journée de la Femme omanaise, qui tombe le 17 octobre, reflète cette vision de Sa Majesté.

Avec la mise en œuvre de la stratégie eOman et l'orientation résolument prise par le Sultanat vers une société de la connaissance, les femmes d'Oman sont devenues une force latente qui guidera et façonnera les générations à venir.

A propos de Seema AlKabi

Seema AlKabi est chargée de diriger, orienter, gérer et porter différents projets et initiatives de formation en informatique à Oman. Elle œuvre dans le sens de l'autonomisation de la société omanaise par le biais de l'informatique en s'assurant que les citoyens d'Oman disposent des compétences numériques nécessaires. Elle contribue ainsi à améliorer les connaissances en informatique et à favoriser le développement de la communauté afin de réduire la fracture numérique.

Mme AlKabi compte parmi les femmes les plus éminentes à Oman dans le domaine de la formation à l'informatique et des centres communautaires. Elle a contribué au développement des femmes omanaises et à la diffusion des connaissances en informatique dans la société omanaise en général. En 2011, elle a été reconnue par la Fondation Telecentre.org comme l'un des cadres féminins de télécentre les plus importants et elle a remporté le Prix d'excellence Al Mar'a dans la catégorie de la technologie.

Entretien avec Julie N. Zoller

Première femme ayant présidé le Comité du Règlement des radiocommunications



Julie N. Zoller est Coordinatrice adjointe principale au Bureau des affaires multilatérales de l'Office des politiques internationales des communications et de l'information, qui relève du Bureau des affaires économiques et commerciales du Département d'Etat des Etats-Unis. Auparavant, Mme Zoller était Administratrice assistante adjointe en charge du spectre international au Bureau de la gestion du spectre de l'Administration nationale des télécommunications et de l'information (Ministère du commerce). Mme Zoller est membre élue du Comité du Règlement des radiocommunications. En 2008, elle est devenue la première femme présidente du Comité, qu'elle a de nouveau présidé en 2011.

Vous avez dit que siéger au Comité du Règlement des radiocommunications de l'UIT a été jusqu'ici le point culminant de votre action au sein de l'Union. Pourquoi donc?

Julie N. Zoller: Le RRB, c'est du service public au meilleur sens du terme — des experts élus devenant dépositaires de la confiance publique internationale. Les membres du Comité appliquent leur compétence collective au règlement des problèmes les plus difficiles concernant l'utilisation du spectre des radiofréquences. A bien des égards, le RRB est le gardien de cette précieuse ressource. Le fait d'avoir présidé à deux reprises le RRB et d'avoir dirigé la préparation de son rapport à la Conférence mondiale des radiocommunications de 2012 (CMR-12) sur la bonne administration du spectre des radiofréquences et des orbites des satellites a constitué le point culminant de mon action au sein de l'UIT. Il est particulièrement réconfortant de voir que la CMR-12 a approuvé l'action du Comité et donné suite à bon nombre des questions que nous avons soulevées. Tant l'aspect leadership que l'aspect bonne administration étaient profondément satisfaisants.

Vous êtes la seule femme membre du RRB. En quoi la parité des sexes au Comité modifierait-elle son fonctionnement et les décisions qu'il prend?

JNZ: Les membres du RRB sont éminemment qualifiés dans le domaine des radiocommunications et ont une profonde connaissance du Règlement et des détails pratiques de la gestion du spectre. Les mêmes qualifications seraient exigées des membres d'un RRB où régnerait la parité des sexes. Le genre n'est que l'un des facteurs importants de diversité dans une organisation. Pratiquer l'inclusion

et permettre aux différents talents et perspectives de se déployer aboutit à un meilleur règlement des problèmes, à une plus grande créativité et à une plus forte implication dans le travail et dans l'organisation. La parité au sein du RRB aurait les mêmes avantages et l'Union serait gagnante quoi qu'il arrive.

Comment faire pour qu'il y ait plus de femmes au RRB, et plus de femmes qui président ou coprésident les commissions d'études, le Conseil et d'autres instances de l'UIT?

JNZ: Peu de femmes participaient aux travaux de l'UIT lorsque je suis venue pour ma première réunion en 1997. Aujourd'hui, les délégations comptent de nombreuses femmes bien qualifiées. Elles ne demandent qu'à être encouragées, promues,

désignées et élues. La Constitution de l'UIT prend dûment en compte la nécessité d'une répartition géographique équitable des responsables élus, des membres du RRB et des sièges au Conseil. L'équilibre géographique est réalisé au RRB et au Conseil par un système de quotas de sièges par région administrative. Faut-il emprunter la même voie pour réaliser l'égalité des sexes? Peut-être, mais la valeur ajoutée n'est pas qu'une affaire de nombre. Pour qu'il y ait plus de femmes au RRB



SpaceX/Chris Thompson

et à la présidence des commissions d'études, il faut d'abord de l'expérience et des candidatures.

Aucune femme n'a jamais occupé un poste de fonctionnaire élu à l'UIT. Que peut-on, que doit-on faire pour que cela change? Et pourquoi est-ce important?

JNZ: La Conférence de plénipotentiaires de 2006 (PP-06) a examiné les premières candidatures féminines au Comité, et Martine Limodin et moi-même avons été élues. En tant que premières et seules femmes membres de cet organe, nous sommes des pionnières dans la marche vers l'égalité des sexes dans les travaux de l'UIT — sujet qui est débattu depuis plus d'une décennie. A la PP-10, j'étais la seule femme candidate au Comité (et j'ai été réélue).

Lorsque les Etats Membres décideront de leurs candidatures et leurs votes à la PP-14, j'espère qu'ils accorderont la priorité aux femmes et que nous verrons un nombre record de femmes nommées et élues. L'UIT a annoncé en 2012 une campagne triennale sur le thème «Pas de technologie sans les jeunes filles». Quel message plus fort peut-on adresser aux jeunes filles qui envisagent de faire carrière dans les TIC que de placer des femmes au sommet de l'institution spécialisée des Nations Unies pour les TIC? Pas de technologie sans les femmes!

Que diriez-vous à d'éventuelles candidates à la présidence de commissions d'études de l'UIT ou à un poste de fonctionnaire élu?

JNZ: J'ai participé à la Réunion-café sur l'intégration de l'égalité des sexes dans le changement que l'UIT a organisée en marge du Conseil de 2012. Ce fut une manifestation importante et j'ai été frappée par le consensus réalisé autour de l'importance de l'égalité des sexes. Hommes et femmes, fonctionnaires élus et délégués, personnel de l'UIT et Etats Membres, tous étaient d'accord sur la nécessité d'un meilleur équilibre entre les sexes. Tous étaient également d'accord sur le fait que le changement ne peut advenir sans que certaines difficultés soient surmontées. Mon conseil aux femmes qui voudraient présider une commission d'études de l'UIT ou occuper un poste de fonctionnaire élu est de recueillir assez tôt le soutien de leur Etat Membre puis d'y aller. Le climat est propice à la réussite. Il faut de l'audace — et une volonté de conduire, de servir et de démontrer que l'inclusion numérique est réellement ouverte à tous.

Entretien avec Doreen Bogdan-Martin

Intégration du principe de l'égalité et de la parité hommes/femmes à l'UIT

Doreen Bogdan-Martin est la Chef du Département de la planification stratégique et des relations avec les Membres, fonction qu'elle occupe depuis le début de 2008. Elle est la première femme à être nommée au poste de cadre supérieur le plus élevé (D2) à l'UIT. Auparavant, elle était à la tête de la Division de l'environnement réglementaire et commercial du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT. Avant d'entrer à l'UIT, elle était spécialiste des politiques en matière de télécommunications au sein de l'administration nationale des télécommunications et de l'information (NTIA) aux États-Unis. Elle est titulaire d'un master en politique de la communication.



Doreen, vous avez été nommée présidente du groupe d'action sur les questions de genre de l'UIT. Quelle est la raison d'être de ce groupe d'action?

Doreen Bogdan-Martin:

Ce groupe d'action — composé de représentants (hommes et femmes) des trois Secteurs de l'UIT et de tous les départements du Secrétariat général — a pour mission de renforcer les efforts visant à réduire les inégalités entre les sexes. Ce qui est formidable, c'est que notre organisation représente les technologies qui peuvent faire disparaître ces inégalités.

Plusieurs facteurs ont entraîné la création du groupe d'action. En avril 2012, le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies s'est réuni au siège de l'UIT et a adopté un Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies (ONU-SWAP) sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Ce plan doit être mis en œuvre dans l'ensemble des organismes, fonds et programmes du système des Nations Unies. Il instaure un système d'établissement de rapports en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. Les premiers rapports sont attendus cette année.

L'UIT avait déjà commencé à œuvrer dans ce domaine au titre de la Résolution 70 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires relative à «l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes à l'UIT, la promotion de l'égalité hommes/femmes et l'autonomisation des femmes grâce aux technologies de l'information et de la communication». A la session de 2012 du Conseil, nous avons présenté un rapport d'avancement sur la mise en œuvre de cette résolution par l'UIT. Dans ce rapport, nous avons informé le Conseil du nouveau Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies.

Nous avons aussi organisé une Réunion-café sur l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes à l'UIT, avec la participation du personnel de l'UIT et de représentants des Etats Membres du Conseil. Cette manifestation a suscité nombre de propositions qui ont contribué à lancer le débat au sein du groupe d'action sur les questions de genre.

Quel est le mandat du Groupe d'action sur les questions de genre de l'UIT?

DBM: Le mandat du groupe d'action est d'élaborer une politique de genre pour l'UIT. L'an dernier, nous avons promis au Conseil de lui présenter un projet de politique à la session de 2013. Le groupe d'action s'est réuni à plusieurs reprises. Nous avons reçu une aide précieuse du Haut Commissariat aux droits de l'homme — deux de ses collaborateurs ont passé un temps considérable à nous exposer comment ils ont conçu une politique de genre au sein de leur organisation et à nous prodiguer des conseils sur les moyens de faire progresser les questions de genre dans l'organisation. Un groupe de rédaction du groupe d'action s'est réuni à 15 reprises et nous avons désormais un projet de politique de l'UIT sur l'égalité hommes/femmes et l'autonomisation

des femmes. Le 8 avril 2013, ce projet a été présenté au Groupe de coordination de la gestion de l'UIT, qui en a approuvé l'esprit et l'objectif général. Il sera transmis au Conseil en juin 2013 pour adoption.

Quelles propositions le Groupe d'action sur les questions de genre de l'UIT a-t-il faites pour promouvoir l'intégration du principe d'égalité hommes/femmes à l'UIT et pour autonomiser les femmes?

DBM: La politique vise à faire de l'UIT une organisation exemplaire pour l'égalité hommes/femmes et à tirer parti du potentiel des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour autonomiser à la fois les hommes et les femmes.

La politique comprend notamment les objectifs concrets suivants:

- ▶ atteindre l'égalité entre hommes et femmes au sein de l'UIT;
- ▶ réduire les inégalités en élaborant des politiques, programmes et projets qui permettraient aussi bien aux hommes qu'aux femmes de bénéficier des TIC;
- ▶ renforcer nos dispositions institutionnelles pour intégrer le principe de l'égalité hommes/femmes;

- ▶ créer un cadre de responsabilité pour l'égalité hommes/femmes qui nous aidera non seulement à assurer un contrôle interne mais encore à faire rapport à l'extérieur au Conseil des chefs de secrétariat.

Sur le plan opérationnel, la politique est divisée en trois parties. La première porte sur la culture d'organisation et les effectifs, notamment sur de nombreuses questions relatives aux ressources humaines — assurer la souplesse des modalités de travail et des parcours professionnels et favoriser des décisions inclusives en intégrant les femmes aux groupes de direction de l'organisation. La deuxième partie concerne les activités de programme, la prestation de services et la mise en œuvre. Ceci englobe l'évaluation de l'intégration du principe d'égalité dans nos programmes et activités ainsi que la présentation de bonnes pratiques ayant recours aux TIC pour la promotion et l'autonomisation de la femme. La troisième partie est consacrée à la gouvernance — l'engagement de l'Union en faveur de l'égalité entre hommes et femmes et la garantie que ce principe est inclus dans notre planification stratégique et budgétaire.

Cette année, nous allons lancer le processus de planification stratégique en vue de la Conférence de plénipotentiaires qui aura lieu en 2014. C'est donc



une occasion unique d'inclure l'égalité entre hommes et femmes dans nos projets futurs. Une fois la politique adoptée par le Conseil, le Secrétaire général sera responsable de sa mise en œuvre.

En seulement quelques mois, le groupe d'action a accompli un travail considérable. Quelles sont les prochaines étapes?

DBM: Certes, le travail a été énorme, mais les membres du groupe d'action et notamment les membres du groupe de rédaction ont montré un grand enthousiasme pour l'ensemble du processus. Les nombreuses réunions se sont caractérisées par

un intérêt soutenu et des débats passionnés. Nous ne sommes pas toujours tombés d'accord sur tout, mais tous se félicitent du résultat final. L'étape suivante, qui est probablement encore plus importante que la politique proprement dite, consiste à élaborer un plan d'action avec des échéances et des résultats tangibles. De nombreuses propositions ont été faites durant la Réunion-café et au sein du Groupe d'action sur les questions de genre. Le prochain défi consistera à déterminer comment mettre en œuvre ces propositions concrètement dans toute l'organisation une fois qu'elles auront été reprises dans un plan d'action.

Un des nouveaux éléments de la Résolution 70 était la création de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC, célébrée chaque année le quatrième jeudi d'avril depuis 2011. Que fait l'UIT pour promouvoir la Journée cette année?

DBM: La Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC est une célébration annuelle qui vise à attirer l'attention du monde sur le besoin d'accroître la participation des femmes et des jeunes filles dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

Plusieurs manifestations sont prévues cette année. Tout

d'abord, comme l'année dernière, nous avons invité tous nos Etats Membres et Membres des Secteurs à célébrer cette Journée et à organiser des manifestations nationales ou au sein de leurs entreprises pour mettre en avant le rôle des jeunes filles dans le secteur des TIC. Nous avons enregistré une participation remarquable l'année dernière et nous espérons qu'elle sera encore plus élevée cette année. L'initiative a été lancée par le Bureau de développement des télécommunications de l'UIT.

Deuxièmement, l'UIT organise deux manifestations. Nous mettons sur pied une manifestation mondiale qui s'inscrit dans la continuité de celle qui a eu lieu à New York l'année dernière. Cette année, elle se tiendra à Bruxelles, organisée conjointement par la Commission européenne et l'UIT. Neelie Kroes, Vice-Présidente de la Commission européenne responsable de la Stratégie numérique pour l'Europe, est passionnée par ce sujet. Elle a participé à la manifestation de New York l'année dernière et a immédiatement proposé d'accueillir l'édition suivante. A Bruxelles, Hamadoun I. Touré, Secrétaire général de l'UIT, Mme Kroes et d'autres personnalités s'adresseront au Parlement européen pour évoquer le besoin d'accroître les efforts pour encourager une participation plus large des jeunes filles

dans le secteur des TIC. Cette manifestation fera date et nous en attendons un impact durable.

Nous célébrons aussi cette Journée ici à l'UIT à Genève. Le Bureau du développement des télécommunications organise une manifestation au musée «*ICT Discovery*» de l'UIT. Elle permettra de réunir des étudiantes de la région et des professionnels des TIC pour une série d'ateliers consacrés à des sujets passionnants comme le codage, la création d'applications mobiles et la gestion des satellites.

.....
La campagne de l'UIT «Pas de technologie sans les jeunes filles», d'une durée de trois ans, a été lancée le 26 avril 2012 à l'occasion de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC à New York. Elle vise à sensibiliser le monde au rôle clé des TIC dans l'autonomisation des femmes. Quel est l'impact de cette campagne à ce jour et quelles sont les autres mesures prises pour atteindre cet objectif?
.....

DBM: La campagne «Pas de technologie sans les jeunes filles» représente la dimension promotionnelle de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC. Les deux sont organisées en étroite collaboration. La campagne cherche à aborder le problème d'image pour les jeunes filles qui perçoivent parfois la technologie

comme quelque chose d'ennuyeux et de réservé aux «geeks».

Le sujet des jeunes filles et des femmes dans le secteur de la technologie a été abordé à la réunion de septembre de la Commission sur le large bande, où nous avons eu l'honneur de la présence de Geena Davis, notre émissaire spéciale. Mme Davis a exhorté la Commission sur le large bande à créer un groupe de travail sur les questions de genre, proposition accueillie par des applaudissements nourris. Helen Clark, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, a accepté avec enthousiasme de présider ce groupe, qui a tenu sa première réunion à Mexico le 16 mars 2013.

Le groupe examine les questions de genre sous deux perspectives: du point de vue du parcours professionnel (motiver davantage de femmes et de jeunes filles à se tourner vers la technologie et à faire carrière dans le secteur des TIC) et, plus largement, du point de vue de l'autonomisation (étudier la manière dont la technologie peut autonomiser les femmes et les jeunes filles). Le groupe a défini une nouvelle cible qui prévoit «l'égalité entre homme et femmes dans l'accès au large bande d'ici à 2020». Les progrès dans ce domaine seront suivis dans le contexte du rapport annuel sur la situation du large bande.

Quels sont les partenariats les plus remarquables dans lesquels l'UIT s'est engagée pour faire bouger les choses dans les choix de carrière des jeunes filles ou la capacité des femmes à se rendre utiles à leurs communautés?

DBM: On peut se féliciter que l'UIT participe à nombre de projets intéressants dans ce domaine. Par exemple, le Bureau de développement des télécommunications s'est

engagé activement à favoriser la formation informatique par un partenariat avec Telecentre.org, une organisation non gouvernementale qui a déjà formé plus de 680 000 femmes dans le monde et s'apprête à former un million de femmes d'ici à 2015, la date cible des Objectifs du Millénaire pour le développement. L'UIT a aussi annoncé son soutien au programme d'apprentissage sur mobile SmartWoman. Conçu au départ pour les téléphones

cellulaires de deuxième génération et modernisé depuis pour s'adapter aux téléphones intelligents et aux tablettes, ce programme cible les femmes propriétaires d'entreprise ayant des revenus faibles à intermédiaires en zone urbaine ou des revenus élevés en zone rurale. Il leur offre une formation dans plusieurs domaines: aptitude à communiquer, services bancaires et financiers, santé et équilibre entre vie privée et vie professionnelle.



Avec quelque 20 femmes directrices générales de sociétés figurant sur la liste de Fortune 500, il existe manifestement des disparités dans les fonctions de direction. Quelle est la situation à l'UIT dans ce domaine?

DBM: Si vous prenez notre secteur, les chiffres ne sont guère plus encourageants. Sur les 193 Etats Membres de l'Union, nous avons seulement 16 ministres femmes. Sur les 160 organismes régulateurs des TIC, seuls 10 sont dirigés par une femme. Au sein de l'UIT elle-même, seules deux femmes ont jamais présidé le Conseil. Lyndall Shope-Mafole de la République sudafricaine a été la première en 1999, suivie par Kathleen G. Heceta des Philippines en 2000. La première femme à présider une Conférence mondiale des radiocommunications (CMR) a été Veena Rawat du Canada, à l'occasion de la CMR-03. En 2006, Hessa Al-Jaber du Qatar a été la première femme à présider une Conférence mondiale de développement des télécommunications. Julie N. Zoller et Martine Limodin ont été les deux premières femmes à être élues au Comité du Règlement des radiocommunications. A ce jour, aucune femme n'a présidé la Conférence de plénipotentiaires.

Les Etats Membres de l'UIT ont adopté la Résolution 70 et pourtant ils envoient généralement des délégations composées majoritairement d'hommes aux conférences et réunions de l'Union. Si le secrétariat de l'UIT ne peut intervenir auprès des Etats Membres, peut-il agir pour favoriser un équilibre entre hommes et femmes aux fonctions de responsabilité et encourager une participation plus large des femmes?

DBM: Nous pouvons œuvrer à réaliser un équilibre entre hommes et femmes à la présidence et vice-présidence des réunions de l'UIT.

Nous pouvons encourager nos Etats Membres à présenter des candidatures féminines pour les commissions d'études. C'est ce qu'a fait le Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T) pour l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications, qui a révisé et adopté la Résolution 55, mettant ainsi en œuvre des mesures concrètes pour intégrer le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les activités de l'UIT-T.

En tant que décideur et femme qui occupe le poste le plus élevé à l'UIT, quel conseil donneriez-vous aux femmes qui aspirent à une carrière similaire?

DBM: La persévérance et la détermination sont essentielles. Visez haut. Soyez patientes tout en faisant preuve d'assurance. Soyez vous mêmes. Prenez les devants ou, comme dirait Sheryl Sandberg: «En avant toutes».

Trouvez l'équilibre entre le travail et la vie privée. C'est peut-être le plus grand défi et cela vous oblige à jongler en permanence.

Nous devons nous soutenir et nous encourager mutuellement. Comme l'a dit Navi Pillay, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, «**Chaque femme qui atteint le sommet doit se retourner et s'assurer qu'elle a laissé l'échelle derrière elle pour que la femme suivante qui monte puisse l'utiliser.**»

Ne baissez pas les bras.

Entretien avec Julia Watt

Chef du Département de la gestion des ressources humaines de l'UIT

Julia Watt a rejoint l'UIT en septembre 2010 en qualité de chef de la gestion des ressources humaines. Auparavant, elle a été Chef de la préparation et de la réaction aux situations d'urgence, puis Chef du recrutement et des affectations au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Avant de s'établir à Genève, Mme Watt a occupé différents postes à l'étranger dans les domaines de la gestion de programmes et des ressources humaines, notamment en Côte d'Ivoire, en Ethiopie et au Sénégal, et elle a mené plusieurs missions sur le terrain, essentiellement en Afrique. Elle a commencé sa carrière dans le système des Nations Unies il y a 22 ans, en tant que jeune administratrice à Dakar (Sénégal) au Programme des Nations Unies pour le développement. Mme Watt est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques et études de l'environnement, d'une licence en sciences de l'éducation et d'une licence de français et de sciences politiques de l'Université de Toronto (Canada). Elle a la double nationalité canadienne et sénégalaise, parle l'anglais, le français et le russe. Elle est mariée et a trois enfants.

Qu'est-ce qui a éveillé votre intérêt pour la gestion des ressources humaines?

Julia Watt: Au début, j'ai surtout travaillé pour des projets liés à la santé, au HIV, à la mortalité maternelle, et autres domaines connexes. Puis j'ai été responsable de plusieurs programmes pour les réfugiés. Mais en fait, au cours des cinq ou dix premières années de ma carrière, je me suis toujours intéressée à ce qui touche aux ressources humaines. Ce qui a éveillé cet intérêt, c'est l'incidence

que la gestion du personnel pouvait avoir sur moi et sur mon travail, mais aussi sur ma vie familiale, car entre-temps je me suis mariée et j'ai eu des enfants. J'ai pu voir à quel point la gestion des ressources humaines pouvait avoir une influence sur ma vie, en tant que membre du personnel et en tant que personne.

J'ai aussi senti que ma personnalité était bien adaptée à ce genre de travail. Je ne travaillais pas aux ressources humaines à l'époque, mais on venait me voir spontanément pour me poser

des questions. Par exemple: Comment dois-je faire pour poser ma candidature à ce poste? Comment faire pour prendre des congés? Ainsi, j'ai pu partager mon expérience. C'était très gratifiant et cela a renforcé mon intérêt pour la gestion des ressources humaines.

Puis j'ai rencontré deux grands maîtres dans ce domaine: Alejandro Henning et Duncan Barclay, qui étaient mes collègues au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Je les admirais beaucoup et je voulais leur ressembler. Quand on m'a



UIT/R. Farrell

proposé de travailler avec eux, j'étais aux anges. Ils sont tous deux retraités aujourd'hui, mais ils maintiennent une activité de conseil. Ils ont éclairé mon parcours vers la gestion des ressources humaines et ils m'ont vraiment beaucoup inspirée.

Quels sont les aspects les plus stimulants de votre travail? En particulier dans ce domaine technique dominé par des hommes.

JW: Les ressources humaines ne fonctionnent pas différemment pour les hommes et pour les femmes. L'application des règles est la même et, dans les deux cas, il s'agit de voir quelle est l'incidence sur le personnel. Le plus stimulant, c'est de trouver un juste équilibre entre ce qui convient le mieux aux membres du personnel, à l'organisation et à l'encadrement. C'est un triangle dont il faut relier les sommets en dégageant une situation gagnant-gagnant. Dans cette recherche, il faut gérer les attentes, les personnalités et les conflits. C'est vraiment très motivant, et aussi très satisfaisant lorsque vous trouvez le bon angle et qu'une solution se dégage.

Comment avez-vous concilié votre vie de famille et votre carrière?

JW: Pour moi, il n'a jamais été question d'arrêter de travailler pour m'occuper de ma famille. Ma mère et mon père travaillaient tous les deux. Tout le monde travaillait dans la famille. J'ai grandi avec ce modèle et les choses étaient ainsi. Nous ne nous sommes pas arrêtés de travailler, sauf moi pour le congé légal de maternité. Il suffit de s'organiser et de mettre en œuvre les moyens nécessaires: les nounous, la crèche, la famille, la famille élargie. Il se trouve que mon mari travaille aussi à l'ONU, ce qui était une difficulté supplémentaire au début, car nous n'étions pas affectés dans les mêmes pays: il était en Guinée, tandis que moi, j'étais en Côte d'Ivoire. Puis il a travaillé en Côte d'Ivoire pendant que j'étais à Dakar et il est resté là-bas lorsque je suis venue à Genève, puis il m'a rejointe. Il a fallu jongler entre les visites, notre couple et nos responsabilités parentales. Mais c'était un choix voulu. Ce n'était pas un compromis et nous ne l'avons jamais regretté. Nous savions à quoi nous attendre et nous avons géré la situation. Nous n'étions pas une famille traditionnelle comme celle de mes parents, qui vivent ensemble depuis 52 ans et n'ont jamais été séparés. Sans aucun doute, c'est plus agréable aujourd'hui depuis

que mon mari travaille à Genève. Depuis 2005, cela fait donc huit ans, nous menons une vie plus ou moins classique. Mais cela représente huit années sur 19. Donc ça va, ça marche bien.

Quel a été votre poste préféré?

JW: J'ai vraiment adoré toutes les fonctions que j'ai occupées, mais si je dois vraiment en choisir une, je dirais la Côte d'Ivoire. C'était vraiment très intéressant, parce que c'était mon premier poste de niveau régional dans les ressources humaines: je m'occupais de l'ensemble de la Région «Afrique de l'Ouest et du Centre». J'étais à la tête d'une équipe fantastique dans une direction régionale décentralisée qui venait juste d'être créée. Nous bénéficions d'un large soutien du siège, mais nous étions sur le terrain et nous avions toute latitude pour innover. Ainsi, avec l'autorité du siège d'un côté et le contrôle décentralisé régional de l'autre, nous avions le meilleur des deux mondes. Pour ce qui est de mon travail dans les ressources humaines, c'était ma première expérience en autonome et ça m'a vraiment beaucoup plu.

Et puis il y a autre chose: quand j'étais là-bas, de 2000 à 2003, nous avons connu neuf ou dix tentatives de coup d'Etat, et avant cela il y avait eu des élections. Sur le plan politique, nous avons connu des



situations très variées: problèmes de sécurité, questions politiques, réfugiés, milices, et aussi des choses vraiment effroyables. Je suis politologue de formation donc ces événements, qui se déroulaient sous mes yeux, c'était comme une thèse de doctorat qui s'écrivait dans la rue. Ce qui se passait là-bas, à ce moment-là, était absolument fascinant.

Je devais aussi veiller à la protection et au bonheur de ma famille. J'avais trois enfants de moins de sept ans et le plus jeune n'avait qu'un an et demi à l'époque. Mais sur le plan de la vie familiale, de l'école, des loisirs et des amis, nous avons passé en Côte d'Ivoire nos trois meilleures années. Mon fils et

ma fille ont conservé des amis, qu'ils ont connus là-bas, à l'école primaire, lorsqu'ils étaient gamins.

.....
Comment avez-vous géré les choses en tant que femme? Vous sentiez-vous en insécurité?
.....

JW: Je n'ai pas eu l'impression qu'il y avait une façon spécifiquement féminine ou masculine de gérer les choses. Mon mari n'était pas là, il était en Guinée à l'époque, donc c'est moi qui ai fait tourner la boutique en quelque sorte. Ça se passait bien. Mon train de vie ne ressemblait en rien à celui de ces expatriées au comportement ostentatoire. Mon mari vient d'Afrique de l'Ouest, donc je me

sentais tout à fait chez moi. J'avais un réseau d'amis, de collègues et d'aides à domicile qui étaient d'un très grand soutien. La nounou que j'employais là-bas est toujours avec moi, 13 ans plus tard.

.....
Dans quelle mesure vos expériences antérieures vous ont-elles préparée à vos activités au sein de l'UIT?
.....

JW: Tout ce que j'ai pu faire dans ma vie m'est utile. J'ai beaucoup appris à mesure que j'avançais dans les divers postes à responsabilité que j'ai occupés. Pour décrocher ce poste à l'UIT, j'ai montré que je pouvais apporter à l'Organisation ce qu'elle

recherchait. Je suis convaincue d'agir en ce sens. Mon travail à l'UIT me prépare à ce qui viendra ensuite dans ma vie. C'est un voyage tout simplement, un processus.

Comment parvenez-vous à maintenir la confiance des agents de l'UIT tout en mettant en œuvre des politiques qu'ils jugent parfois sévères?

JW: Il importe de prendre en compte les attentes. Il faut être très clair et expliquer encore, encore et encore. Être extrêmement patient, diplomate et calme. Il est important de dire la vérité d'emblée, sinon les gens perdent confiance et le travail devient impossible. Il faut être bienveillant et avoir de l'empathie, tout en tenant compte des besoins de l'organisation, car après tout, c'est pour cela que nous sommes ici. Bien sûr, nous sommes ici à titre personnel, mais nous travaillons aussi pour une organisation. C'est ce qui nous anime, tous, c'est notre but commun.

Quel politologue ou philosophe a le plus influencé votre façon de voir le monde?

JW: Le philosophe John Locke. Il a écrit «L'esprit forge ses idées à partir de la seule expérience». Pour moi, cela est très vrai. Je suis

convaincue que ce que nous vivons nous définit, et qu'en retour, nous façonnons ce que nous vivons. Cela m'encourage à continuer d'apprendre et à faire de nouvelles expériences pour forger de nouvelles idées. Il serait très triste en effet d'être en panne d'idées et d'innovations.

Quels conseils donneriez-vous à une jeune femme qui souhaiterait se lancer aujourd'hui dans une carrière comme la vôtre?

JW: Je dirais: étudier, étudier, étudier. C'est encore plus important aujourd'hui qu'hier. Un diplôme professionnel est essentiel et un master le minimum absolu. Lorsque je m'entretiens avec une jeune femme, une stagiaire ou de nouvelles recrues, et que je vois qu'elles n'ont pas de master, je leur conseille de retourner à l'université. Je leur dis de travailler un peu, de mettre de l'argent de côté et de reprendre les études, même en ligne par correspondance, et de décrocher ce diplôme d'une manière ou d'une autre.

La persévérance est essentielle. Moi-même, j'ai dû poser ma candidature à des centaines d'emplois. Il ne faut pas se laisser décourager par un refus ou des milliers de réponses négatives. Il faut persévérer, penser à la prochaine étape. Je dirais que l'échec n'existe pas. En fait, l'échec

c'est d'abandonner. Demandez conseil, discutez avec le maximum de personnes. Allez vers celles qui ont réussi et demandez-vous comment elles ont fait. Enrichissez-vous des étapes qu'elles ont suivies, car chacune a eu un parcours différent. Ma fille entre à l'université l'année prochaine et je lui conseille de parler à tout le monde, à ses professeurs, à ses camarades de classe. Chacun a quelque chose à apporter. Prenez le meilleur et tracez votre propre chemin.

Mais en fait, il n'y a pas lieu de se polariser sur la dimension féminine. Je donnerais les mêmes conseils à de jeunes hommes. Je pense que les femmes sont défavorisées dans une certaine mesure, mais je refuse de l'accepter. Plus nous faisons valoir les différences et refusons d'accepter les obstacles, plus nous devenons forts et plus nous progressons, avec nos compétences. Nous avons tous des talents différents, et, pour moi, ils n'ont rien à voir avec le fait d'être un homme ou une femme.

Souhaitez-vous ajouter quelque chose sur votre vie en général?

JW: J'ai vécu des moments passionnants jusqu'ici et la vie m'a souri à bien des égards. J'attends les 100 prochaines années avec impatience!

Entretien avec Victoria Alonsopérez

CHIPSAFER *Système de télésurveillance pour la détection des maladies du bétail*



Victoria Alonsopérez est ingénieure en télécommunications, électricité et électronique. Elle est l'une des lauréates de l'édition 2012 du Concours de l'UIT pour jeunes innovateurs grâce à son projet CHIPSAFER. Elle est également cofondatrice de Innovative Efficient Engineering Technologies (IEETECH), une jeune entreprise à vocation sociale qui recherche dans l'ingénierie des solutions aux problèmes actuels.

Qu'est-ce qui vous a incitée à participer au Concours pour jeunes innovateurs d'ITU Telecom World 2012? Quels conseils donneriez-vous aux jeunes femmes qui souhaitent lancer des projets innovants?

Victoria Alonsopérez: Je réfléchissais depuis plusieurs années à la façon dont la technologie pourrait résoudre certains problèmes économiques endémiques auxquels l'Uruguay et toute la région sont confrontés. Notre économie étant basée sur l'exportation de produits agricoles et d'élevage, les maladies des animaux ont toujours représenté une grande menace. Cela m'a donné l'idée de créer un système

de télécommunication qui pourrait détecter à distance l'apparition de maladies chez le bétail en surveillant la température des animaux. Mais je n'avais pas les moyens de développer ce concept.

Alors, il y a environ un an, j'ai appris l'existence du Concours pour jeunes innovateurs d'ITU Telecom World et après avoir lu les conditions de participation, j'ai pensé que ce serait l'occasion idéale de concrétiser mon projet.

Mon conseil aux jeunes femmes qui espèrent innover est de saisir toutes les opportunités — exactement comme lorsque j'ai participé à ce concours. Gagner le concours fut pour moi une expérience formidable.

De quelle façon votre victoire au Concours de l'UIT pour jeunes innovateurs a-t-elle contribué au développement de votre projet CHIPSAFER?

VA: Remporter ce prix m'a ouvert de nombreuses portes. Il y a un an, j'avais simplement une idée, mais aujourd'hui j'ai pu la concrétiser en créant mon entreprise, et ce, grâce à l'UIT. En participant à ITU Telecom World 2012, j'ai énormément appris et j'ai rencontré de nombreux modèles dont j'ai pu m'inspirer. De plus, l'UIT m'a apporté un soutien extraordinaire après le concours. J'ai reçu de nombreux conseils avisés de la part des mentors et des organisateurs

du concours. Par ailleurs, Brahim Sanou, Directeur du Bureau de développement des télécommunications, est venu en Uruguay et m'a présentée à des personnes très influentes de la région, ce qui m'a énormément aidé.

Le contexte économique de l'Uruguay est-il propice à votre projet et à vos activités — en particulier en tant qu'innovatrice?

VA: Etant donné que l'économie de mon pays est fortement tributaire de l'élevage, le système que j'ai inventé offre des avantages tangibles. Je pense que le marché uruguayen constitue une excellente opportunité pour commercialiser mon produit. A ma connaissance, le fait que je sois une femme n'a rien changé. Le facteur déterminant a toujours été le projet lui-même et son lancement sur le marché local.

Quelles sont les prochaines étapes de votre projet?

VA: J'ai déjà créé une entreprise, *Innovative Efficient Engineering Technologies* (IEETECH) afin de produire mon système récompensé au concours. L'objectif de l'entreprise est de concrétiser des concepts innovants. Avec une équipe d'ingénieurs, nous procédons actuellement à l'étape de finalisation et de test des prototypes. Une fois cette étape terminée — ce qui devrait être bientôt le cas — je commencerai la commercialisation.

Quels personnes ou événements vous ont incité à suivre des études d'ingénieur en télécommunications, électricité et électronique?

VA: Je suis passionnée par l'espace depuis toute petite et tout s'est joué lorsque j'avais quatre ans. J'ai demandé à mon père, qui était comptable, ce que signifiaient les chiffres qu'il venait d'écrire sur un morceau de papier. Il m'a emmené près de la fenêtre, m'a montré la lune, et m'a expliqué qu'en associant correctement des chiffres entre eux, l'homme avait réussi à aller sur la lune. J'étais si impressionnée que j'ai décidé, là, à cet instant, de devenir ingénieur. Plus tard, j'ai appris que les ingénieurs en électronique

contribuaient largement à l'exploration de l'espace, et c'est pour cela que j'ai décidé de préparer le diplôme d'ingénieur en télécommunications, électricité et électronique à l'*Universidad de la Republica* en Uruguay. Le sujet de ma thèse a porté sur l'élaboration et la création d'un système de détermination de l'altitude pour le premier satellite uruguayen.

Quels obstacles avez-vous dû affronter pour réussir vos études?

VA: Le pays commence aujourd'hui à mettre en pratique la recherche aérospatiale. Poursuivre une carrière dans ce secteur dans un pays qui, à l'époque, ne possédait pas d'industrie aérospatiale, n'a pas été chose facile. On me disait souvent que je n'arriverai jamais à travailler dans ce secteur et on me dissuadait de poursuivre mon rêve. Heureusement, je n'ai pas prêté attention à ces remarques et j'ai toujours continué. J'ai présenté des projets dans le domaine de l'aérospatiale à différentes instances et j'ai suivi des cours supplémentaires dans cette discipline en dehors du cursus normal. Recevoir la subvention *Emerging Space Leaders Grant* de la Fédération internationale d'astronautique en 2009 pour présenter un rapport au Congrès international d'astronautique marqua un grand tournant



pour moi. J'ai pu en apprendre davantage sur le *Space Generation Advisory Council* et rencontrer ses membres. J'admire beaucoup leur travail et suis donc actuellement coordonnateur régional pour l'Amérique du Sud.

En 2011, j'ai reçu une bourse d'études pour participer à un Programme d'études spatiales de l'Université internationale de l'espace. Dans le cadre de ce programme, j'ai mis au point,

avec deux amis, une expérience scientifique qui a remporté le *Barcelona Aerobatics Zero-Gravity Challenge*. En 2012, j'ai été enseignante associée au sein du Département d'ingénierie spatiale du Programme d'études spatiales de la *Space University* en Floride, aux Etats-Unis. Il est intéressant de signaler que toutes ces réalisations, en particulier la reconnaissance de l'UIT, m'ont énormément aidée en Uruguay, où j'ai été sollicitée à

plusieurs reprises par les médias, puis par de nombreuses personnes intéressées par ces activités.

Finalement, je dirais, qu'en dépit des remarques négatives récurrentes au sujet d'une carrière dans l'aérospatiale, c'est grâce à mes études que je suis aujourd'hui en mesure de développer un système utilisant la technologie spatiale pour aider des agriculteurs du monde entier.

Entretien avec Iram Tariq Bhatti

LabMagic
Laboratoire scientifique virtuel
pour les écoles secondaires



Iram Tariq Bhatti est titulaire d'une licence en ingénierie électronique de l'Université nationale des sciences et des technologies du Pakistan. Son concept de laboratoire scientifique virtuel pour les écoles secondaires — LabMagic — lui a valu de compter parmi les gagnants du Concours pour jeunes innovateurs de l'UIT dans le cadre de Telecom World 2012. Elle est la fondatrice et P.-D. G. de LabMagic.

Quelles ont été vos motivations pour participer au Concours pour jeunes innovateurs d'ITU Telecom World 2012? Quels conseils donneriez-vous aux jeunes femmes qui souhaitent lancer des projets innovants?

Iram Tariq Bhatti: Je viens d'un pays en développement, le Pakistan, où nous devons faire face à de nombreuses difficultés. Parmi elles, l'éducation est une grande source de préoccupation en raison des faibles ressources financières dont dispose le gouvernement pour l'enseignement secondaire. Alors, j'ai commencé à réfléchir à des solutions pour améliorer cette situation et j'ai eu l'idée de

LabMagic. Il s'agit d'un laboratoire scientifique virtuel pour les écoles où les élèves peuvent réaliser des expériences dans un environnement sûr, ludique et d'un bon rapport coût-efficacité. L'un des grands avantages d'un système virtuel est que les élèves peuvent recommencer leurs travaux pratiques autant de fois qu'ils le souhaitent, ce qui leur permet de mieux comprendre le sujet étudié.

Pour concrétiser cette idée, j'avais besoin de moyens. A la recherche de financements, j'ai décidé de participer à des concours de plans d'entreprise. C'est ainsi que j'ai découvert le Concours pour jeunes innovateurs de l'UIT. Lorsque j'ai vu mon

nom dans la liste des finalistes, ce fut un moment incroyable. J'ai alors redoublé d'efforts pour réaliser mon rêve et cela a porté ses fruits puisque mon projet a été retenu parmi les gagnants du concours. Ma joie fut encore plus grande lorsque j'ai appris qu'en plus de fonds d'amorçage, je bénéficierai également d'une bourse d'un an. En tant que jeune innovatrice, je trouve formidable de pouvoir travailler avec l'UIT et de développer mon réseau professionnel.

Je dirais ceci à toutes les participantes: «Le potentiel est en VOUS, pas dans les idées». Mon conseil serait simplement d'essayer de sortir des sentiers

battus et de proposer des idées susceptibles d'aider à résoudre les problèmes sociaux. Nul ne peut dire dans quelle mesure votre petite contribution permettra de faire face à un problème de société. N'ayez pas peur de l'échec; bien souvent, il faut essayer plus d'une fois pour réussir. L'échec est le meilleur tremplin vers le succès.

De quelle façon votre victoire au Concours de l'UIT a-t-elle contribué au développement de votre projet LabMagic?

ITB: Tout le monde aime gagner, et moi aussi. Remporter le prix au concours m'a permis de franchir le premier pas pour réaliser mes objectifs. Cela m'a conforté dans l'idée que LabMagic avait le potentiel de servir une cause

sociale: soutenir l'éducation. Les fonds d'amorçage attribués par l'UIT me servent actuellement à constituer une équipe et à développer le projet. Pour une jeune innovatrice comme moi, la plate-forme offerte par l'UIT ouvre de nouvelles possibilités, débouchant sur des collaborations, des financements et bien entendu, un système de mentorat.



Le contexte économique du Pakistan est-il propice à votre projet et à vos activités — en particulier en tant qu'innovatrice?

ITB: Non, de nombreux obstacles culturels obligent généralement les femmes à renoncer à leurs ambitions entrepreneuriales au Pakistan. C'est ce qui explique que, dans ce pays, seul un faible nombre de femmes ont réussi dans le monde de l'entreprise.

Néanmoins, le pays évolue rapidement et les femmes sont très présentes dans la vie économique, sociale et politique. Comme dans d'autres secteurs, on a observé des évolutions positives dans le domaine de l'entrepreneuriat féminin. De même, l'Université nationale des sciences et des technologies du Pakistan joue un grand rôle à cet égard grâce à son programme d'incubation technologique. Plusieurs autres instances favorisent également le développement de la culture entrepreneuriale.

Quelles sont les prochaines étapes de votre projet?

ITB: Les rêves et les idées nouvelles permettent d'avancer. Mais ils n'ont aucune valeur tant que l'on ne peut pas mesurer leur incidence concrète. J'œuvre désormais pour que mon idée soit reconnue à l'échelle mondiale et pour pouvoir concrétiser mon rêve: donner une plus grande autonomie aux élèves de l'école secondaire au moyen de la technologie.

Quelles personnes ou quels événements vous ont incité à suivre des études d'ingénierie électronique?

ITB: J'ai toujours aimé jouer avec les chiffres et, au cours de mon enfance, j'ai reçu plusieurs titres et certificats pour mes résultats aux examens de mathématiques. Mes parents cachaient même mes jouets électroniques car au lieu de jouer avec, j'étais davantage intéressée par leur fonctionnement et je les démontais. Mes parents ont alors réalisé que je m'orienterai probablement vers une carrière en ingénierie électronique.

Quels obstacles avez-vous dû affronter pour réussir vos études?

ITB: Au Pakistan, si une femme est douée dans une discipline technique, on s'attend généralement à ce qu'elle devienne médecin. Très peu de femmes décident de devenir ingénieur. Je fus la première femme de ma famille à choisir cette filière. Sur 80 élèves de ma promotion, nous étions seulement sept femmes. Nous avons dû travailler sans relâche pour réussir nos examens et tenir tête aux hommes dans les matières très techniques.

Entretien avec Hajra Cassim

Showmemobi *Une plate-forme mobile pour raconter l'Afrique du Sud*



Hajra Cassim du F.I.L.M (Film Industry Learner Mentorship — centre de mentorat de l'industrie du cinéma) sudafricain est l'une des lauréates du Prix des innovateurs du numérique à but non lucratif décerné lors d'ITU Telecom World 2011. Elle a obtenu ce prix en proposant un projet de production de contenus mobiles baptisé showmemobi. Mme Cassim explique son projet ainsi: «Avec showmemobi, nous voulons faire en sorte que des gens marginalisés soient capables de raconter et de vendre des histoires — des histoires touchantes et transformatrices et, ce faisant, créer des emplois pour les nouveaux micro entrepreneurs qui produisent ces contenus».

Qu'est-ce qui vous a incité à concourir pour le Prix des jeunes innovateurs de l'UIT lors de Telecom World 2011? Et quels conseils donneriez-vous aux jeunes femmes qui espèrent devenir innovatrices?

Hajra Cassim: Ma motivation découlait en l'occurrence du fait que j'étais au chômage et que mes diplômes classiques ne m'aidaient pas à trouver un emploi. J'ai donc décidé d'écouter mon cœur et ma passion et j'ai senti que mon amour des médias sociaux et ma passion du cinéma pouvaient se combiner pour produire des plates-

formes hybrides de diffusion des histoires des Sud-Africains. Je me suis donc inscrite au programme F.I.L.M., qui fournit des possibilités d'emploi, de formation et de qualification dans l'industrie du cinéma. Connaissant la réputation de l'UIT en tant qu'institution qui investit dans les solutions créatives et innovantes à l'intention des jeunes femmes entrepreneurs, j'ai réalisé que ma candidature au concours de l'UIT aurait un effet d'entraînement sur notre projet à but non lucratif showmemobi.

Mon conseil à tout entrepreneur éventuel est qu'il faut «suivre ce qui vous rend

heureux», tracer dans la vie la voie qui vous apporte le plus de joie. Amusez-vous, créez-vous des possibilités, acceptez d'apprendre et d'ajuster votre projet en conséquence. J'ai réalisé que ce que nous appelons des erreurs sont en réalité des occasions de croître et de s'améliorer. Les esquisses et les schémas sont essentiels pour les budgets et les calendriers mais il faut essayer d'expérimenter, persister lorsqu'on a une bonne idée et ne pas oublier que la créativité et l'innovation sont parfois le fruit de la nécessité, comme le montre notre propre expérience.

Comment le fait de gagner ce concours a-t-il contribué au développement de votre projet showmemobi?

HC: Le fait de gagner le concours a été la première étape dans la pose des fondements sur lesquels nous avons pu édifier notre plateforme de médias sociaux. Il nous a permis d'acquérir le matériel dont nous avons grand besoin pour filmer et narrer des histoires, créer des emplois et aller vers d'autres parties prenantes dans la communauté pour aborder les enjeux sociaux, susciter des prises de conscience et braquer les projecteurs sur les événements dans notre ville du Cap. Nous avons déjà lancé avec succès Kwaai City, un média social sous forme de magazine consacré aux événements locaux et aux nouvelles communautaires. Nous avons été invités à des rencontres d'entrepreneurs et nous sommes passés à SABC 3 pour parler de notre programme à la télévision.

Est-ce que l'environnement entrepreneurial en Afrique du Sud est favorable à votre projet et à vos activités — surtout quand l'innovation est le fait d'une femme?

HC: L'environnement entrepreneurial en Afrique du Sud est favorable par certains côtés à nos activités parce qu'il peut nous soutenir, par exemple, par des possibilités de mise en réseau avec d'autres entreprises. Nous disposons d'une habilitation à créer et d'une accréditation en tant que média pour les principaux événements et festivals et nous avons été aidés à instaurer des partenariats avec d'autres organisations à but non lucratif. Cela étant dit, le secteur des entreprises et les pouvoirs publics pourraient faire davantage pour confier des projets à de jeunes réalisateurs. A l'heure actuelle, le climat culturel et politique en Afrique du Sud encourage l'entrepreneuriat et la créativité chez les femmes mais par le biais d'un ensemble disparate d'organisations qui rend manifeste la nécessité d'un organisme central.

Quelles sont les prochaines étapes de votre projet?

HC: La prochaine étape du projet sera consacrée à produire une dramatique en 12 épisodes pour téléphone mobile. Ces histoires s'appuieront sur des sujets tels que la santé communautaire, s'agissant plus particulièrement du bon état de santé des femmes et des soins aux nourrissons et jeunes enfants, en mettant l'accent sur la nutrition et la sûreté. Ces épisodes se voudront certes un spectacle, mais avec un message sous-jacent visant à sensibiliser, informer et susciter le débat sur les sujets qui concernent l'Afrique du Sud, tels que le VIH, la tuberculose, la dépression, le chômage et l'éducation de la jeunesse.

Qui, ou quelle, a été la source de votre rêve de devenir réalisatrice?

HC: Mon inspiration me vient de ma mère qui, quand j'étais encore enfant, m'emmenait au cinéma. Il y avait de la magie dans cette expérience cinématographique — c'était un monde dans lequel je sentais que le rêve pouvait



Quelques membres de l'équipe du magazine et média social Kwaai City

devenir réalité. Par la suite, un mentor dévoué a été ma source d'inspiration en m'apprenant l'art et le métier de la réalisation afin que je puisse dérouler mon narratif de manière créative et engageante. Les réalisateurs indépendants et les réalisateurs communautaires qui parviennent, avec un budget modeste voire inexistant, à raconter des histoires merveilleuses m'inspirent aussi.

Quels obstacles vous a-t-il fallu surmonter pour réussir en tant que réalisatrice?

HC: Au départ, le ticket d'entrée était cher, mais le fait d'avoir gagné au concours des jeunes innovateurs de l'UIT m'a ouvert des possibilités et retenu l'attention des médias, ce qui a fait prendre conscience de qui nous étions et de comment nous assurons une fonction positive dans l'industrie du film. Le processus d'apprentissage de la réalisation et des médias sociaux est un processus continu. J'apprends tous les jours de nouveaux savoir-faire et de meilleurs styles de réalisation.

Entretien avec Catherine Mahugu

SasaAfrica
*Une entreprise sociale, détenue et gérée
par une femme, qui aide des artisanes à
se lancer sur les marchés internationaux*



Catherine Mahugu est titulaire d'une licence d'informatique de l'Université de Nairobi. Elle a participé à divers projets dans le domaine des TIC au service du développement, notamment au projet de design du Centre de recherche de Nokia en Afrique avec l'Université de Stanford, dont l'objet était de créer des applications mobiles au service de communautés informelles. L'entreprise SasaAfrica, dont elle est co-fondatrice, offre une vaste plate-forme de commerce électronique conviviale de type mobile-vers-web, qui permet de connecter aux marchés internationaux des micro-artisans des économies émergentes, génère de la croissance et contribue à réduire la fracture numérique.

Qu'est-ce qui vous a incitée à participer au Concours pour les jeunes innovateurs d'ITU Telecom World en 2012? Et quels conseils donneriez-vous aux jeunes femmes qui souhaitent innover?

Catherine Mahugu: Il y a longtemps que les femmes voient dans l'artisanat un moyen de devenir autonome sur le plan économique. Mais en raison du coût élevé et de la complexité de la chaîne d'approvisionnement, les intermédiaires finissent par contrôler l'accès aux marchés internationaux et la rentabilité.

La créativité et l'ingéniosité des artisanes et leur aptitude à surmonter l'adversité m'ont donné l'idée de créer SasaAfrica. Il s'agit d'une plate-forme de commerce qui met en relation des vendeuses, qui ne sont pas connectées, avec des consommateurs en ligne. Mon idée était qu'en proposant une technologie culturellement bien adaptée, je pourrais lutter contre la discrimination économique structurelle à laquelle se heurtent les femmes des pays en développement.

Le concours de l'UIT pour les jeunes innovateurs était une enceinte idéale pour promouvoir SasaAfrica, car son thème, «L'innovation des jeunes au service du développement», s'inscrivait dans le droit fil de notre mission, qui est d'offrir à tous et en tout lieu la technologie du commerce électronique. Notre modèle d'activité bouleverse les pratiques de commerce traditionnelles en ciblant les femmes qui sont au bas de la pyramide et en leur offrant un accès au marché international. Pour cela, elles n'ont pas besoin d'ordinateur, de connexion à

l'Internet ou de compte bancaire: grâce à notre plate-forme, un simple téléphone portable suffit.

Le concours a été une opportunité déterminante. Il a contribué à la création de SasaAfrica en apportant le parrainage et l'accompagnement professionnel nécessaires et en nous donnant accès à un très vaste réseau. Tous ces éléments ont conduit à des partenariats fructueux noués à Dubaï, lors de la manifestation ITU Telecom World 2012.

Lorsqu'une femme en aide une autre, il se passe des choses incroyables. Par exemple, les carrières professionnelles peuvent faire un bond en avant. Je suis convaincue que le fait de partager mon expérience personnelle et de faire passer mon message auprès de femmes qui ont la même vision des choses que moi peut être bénéfique. Les opportunités qui s'offrent aux femmes dans le domaine des technologies sont innombrables. Consacrez-vous à une idée, surmontez vos peurs, croyez en vous et transformez votre rêve en réalité.

Si vous tombez, relevez-vous, autant de fois que nécessaire, et n'abandonnez pas. Il est important de tirer les leçons de ses réussites, mais il est plus important encore de s'enrichir de ses échecs.

Vous avez remporté ce concours. Dans quelle mesure cela a-t-il contribué au développement de votre projet SasaAfrica?

CM: La participation de l'UIT a été pour beaucoup dans la croissance de l'entreprise. Après avoir atteint la finale du concours, SasaAfrica s'est considérablement développée, car l'UIT nous a donné un écho international auprès d'homologues et d'investisseurs. Notre réseau a attiré des centaines de personnes qui partagent notre vision des choses.

Le financement apporté par le concours nous a permis de recruter des ingénieurs en logiciels, qui nous ont aidés à concevoir une technologie robuste et modulable. Nous avons ainsi réussi à lancer officiellement notre plate-forme web pour le public à la manifestation DEMO Africa en 2012.

Artisane utilisant les technologies SMS et MMS de Sasa



Artisane utilisant la plate-forme Android de Sasa



En plus de notre plate-forme SMS et MMS (service de messages courts/service de messagerie multimédia), nous avons créé une plate-forme Android pour les vendeuses et l'enregistrement des produits, qui a été bien acceptée par la communauté malgré le passage du téléphone de base 2G au téléphone intelligent. Nous avons donc conclu un partenariat avec l'établissement de microcrédit Kiva-Zip pour que les artisanes Sasa puissent se procurer un téléphone intelligent et tirer profit de nos nouvelles fonctionnalités. Elles ont bien compris l'intérêt qu'il y a à acquérir ce type d'appareil: les photos des produits sont de meilleure qualité, le téléchargement vers le serveur est plus rapide et elles peuvent se renseigner sur les dernières mises à jour au moyen du navigateur et ainsi optimiser d'autres fonctions de leur téléphone. Mais en fait, l'argument le plus convaincant, c'est l'augmentation des ventes en ligne via notre site de commerce électronique.

En janvier 2013, nous avons voulu savoir si notre première expérience était transposable à plus grande échelle. Nous avons donc lancé un projet pilote avec des artisanes locales de la ville de Bikaner, en Inde. En février, lors de la Conférence annuelle Sasa, nous avons mis à l'honneur des artisanes qui avaient fait preuve d'excellence en se prenant en main et en utilisant nos technologies pour accéder aux marchés

internationaux. Cette conférence a été l'occasion d'instiller de bonnes pratiques techniques et commerciales, de recueillir l'avis des consommateurs et de promouvoir l'image de marque.

L'environnement économique au Kenya est-il favorable à votre projet et à vos activités, en particulier en tant que femme innovatrice?

CM: Le marché kenyan est parfait pour le premier lancement de nos outils de commerce, car il offre une très bonne couverture de téléphonie mobile (plus de 75% des habitants possèdent un téléphone portable), un fort taux de pénétration du paiement par téléphone mobile, des services bancaires sur mobile généralisés et une infrastructure de transport fiable. Le réseau de vendeuses Sasa couvre actuellement la ville de Nairobi et il est constitué de femmes aux revenus modestes, d'origines ethniques et d'appartenances culturelles variées. Nous pensons que dans cinq ans notre plate-forme sera la référence en matière d'échanges équitables à l'international et qu'elle permettra de mettre en relation des vendeuses et des clients partout dans le monde. Nous avons tissé des liens solides avec des banques, des opérateurs de télécommunication et des circuits de marketing pour faire de Sasa une réussite qui s'inscrit dans la durée.

Par son programme Vision 2030, le Kenya reconnaît que les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont un élément fondamental de l'économie du savoir. Dans cette optique, l'objectif du gouvernement est de veiller à ce que le pays dispose d'une industrie des télécommunications compétitive, capable d'offrir des services et des produits fiables et d'un coût raisonnable dans l'intérêt économique et social des citoyens. Le gouvernement a également lancé un programme de pépinières d'entreprises dans le domaine des TIC pour renforcer les capacités des entrepreneurs. Ce programme vise à améliorer leurs compétences techniques et commerciales, le conseil en entreprise et l'accès à des services et des installations financièrement abordables. L'objectif est également de faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises au financement, de renforcer les liens avec le milieu universitaire et le secteur industriel, et d'accélérer la commercialisation des innovations. Le gouvernement s'emploie sans relâche à mettre en place une infrastructure pour la connectivité qui soit fiable et efficace, afin d'améliorer la performance des technologies TIC. Toutes ces mesures créent les conditions d'une autonomisation des femmes et les aident à concrétiser leurs projets d'innovation technologique et à connaître des succès commerciaux.



Exemple de bijoux
confectionnés par
les artisanes



Vendeuse Sasa

Quelles sont les prochaines étapes de votre projet?

CM: Une fois notre extension au Kenya menée à bien, nous irons conquérir de nouveaux marchés. Avant la fin 2013, nous aurons créé un marché de niche, que nous estimons à 250 vendeuses et 6000 clients à travers le monde. Cela constituera la base de notre entrée sur trois nouveaux marchés en Afrique subsaharienne dès les premiers mois de 2014. D'ici à 2015, SasaAfrica aura normalement connecté plus de 18 000 vendeuses des régions en développement aux plateformes du commerce électronique mondial et contribué à leur donner accès au secteur bancaire formel.

Nous prévoyons de nouer des partenariats avec des opérateurs de télécommunication pour lancer des campagnes jumelées à l'échelon des pays, l'objectif étant de promouvoir nos services au niveau de tous les kiosques mobiles et points de vente dont ces opérateurs ont l'exploitation. Conformément à notre modèle marketing, nous voulons croître en nous adossant à des réseaux de confiance et en encourageant les vendeuses à recruter d'autres micro-artisans.

Pour répondre à la demande des vendeuses, nous faisons actuellement évoluer nos outils de commerce mobile et nous créons une plate-forme d'achat et de vente personnalisée. Pour satisfaire

les attentes des consommateurs, nous élargirons notre gamme de produits à la fois pour les marchés de gros et les marchés de détail.

Notre impact social fait partie intégrante de notre réussite économique. Nous devons veiller à ce que les populations locales qui utilisent notre technologie puissent à terme avoir les moyens de devenir des consommateurs sur le marché que nous créons.

Notre succès économique et social se mesure au pourcentage de réduction des risques sanitaires que courent les vendeuses; leur autonomisation sur le plan économique s'estime par le nombre de nouvelles microentreprises enregistrées; et notre contribution à la réduction

de la fracture numérique dans le monde se mesure au nombre de femmes qui se mettent à la téléphonie mobile.

En Afrique, une femme a encore 23% de chances en moins qu'un homme d'avoir un téléphone. En donnant aux femmes la possibilité de posséder un téléphone portable et d'accéder à l'internet, on peut atteindre un certain nombre d'objectifs socio-économiques.

Quelles personnes ou quelles idées vous ont incitée à étudier l'informatique?

CM: Imaginez un instant un monde sans informatique. Il n'y aurait pas d'ordinateurs portables, pas d'Internet, pas de voitures ni de trains ou d'avions modernes. Il n'y aurait pas non plus de téléphones portables ni d'appareils photo numériques. Dans la société contemporaine, l'informatique constitue la base de connaissances qui stimule les innovations porteuses de changement.

Dès le plus jeune âge, j'ai été fascinée par les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques. Notre famille nous a soutenues, moi et ma sœur: elle a étudié le génie civil, et moi l'informatique. Bien que ces deux domaines soient

dominés par des hommes, l'attitude constructive de mes parents a créé un environnement qui nous a encouragées à développer nos centres d'intérêt.

Ma volonté est de faire progresser les technologies de sorte qu'elles aient des retombées positives sur la société. Pour moi, l'informatique était donc le choix de carrière idéal.

Quels obstacles avez-vous dû surmonter pour réussir dans vos études?

CM: Il est difficile d'être une étudiante ou une femme entrepreneur dans un domaine technique dominé par les hommes. Pour nous, les obstacles à franchir sont nombreux, spécifiques et souvent plus importants, car il y a peu de femmes ayant réussi dans le secteur auxquelles nous pouvons nous identifier ou qui peuvent nous conseiller.

Quand j'étais à l'université, la culture des jeunes entreprises était assez récente et l'une des difficultés était de trouver des femmes entrepreneurs attachées aux mêmes idées que moi et qui pourraient m'aider à surmonter les obstacles inhérents au démarrage d'une activité. J'ai décidé de m'inscrire aux ateliers «Les TIC au service du développement»

pour me perfectionner en programmation de logiciels et enrichir mes compétences en matière de création d'entreprises. La participation à ce type de forum m'a éclairée sur le développement de ma vie professionnelle après l'université.

C'est pour cela que j'encourage le parrainage. Cette forme de soutien permet de mettre en relation des jeunes filles et des femmes qui ont réussi dans le domaine des TIC et de montrer que dans ce secteur, les spécialistes ne sont pas tous des hommes.

Malgré l'absence de groupes de soutien par les pairs parmi les étudiantes, j'étais animée par la certitude de pouvoir réaliser tout ce en quoi je croyais.

Lors de ma dernière année, j'ai choisi un projet d'étude sur le matériel. C'était un risque, car j'étais la seule étudiante à faire ça. Je m'étais mise au défi d'allier ma passion pour la physique et l'ingénierie à mes compétences en informatique. On nous conseillait de nous en tenir à un projet logiciel, mais faisant fi de ces conseils, j'ai suivi mon intuition et j'ai décidé de faire ce qui me passionnait. Avec une planification rigoureuse, j'ai pu à la fois démarrer un projet professionnel, produire un système matériel complet et prouver ainsi que les femmes peuvent relever un défi, imposer le rythme et aller au bout de leurs idées.

Toutes les photographies de cet entretien ont été réalisées par Stephanie Sunderland, photographe associée de SasaAfrica.

■ Le concours UIT pour jeunes innovateurs

Les lauréats recevront jusqu'à 10 000 USD sous forme de prix et pourront présenter à ITU Telecom World 2013 les solutions TIC innovantes qu'ils auront mises au point pour résoudre des problèmes d'envergure mondiale.

L'UIT vient de lancer la troisième édition de son concours pour jeunes innovateurs, qui offre à de jeunes entrepreneurs sociaux doués la possibilité de présenter leurs idées aux dirigeants du secteur réunis en novembre à Bangkok, à l'occasion d'ITU Telecom World 2013, ainsi que de trouver un financement, d'intéresser des mentors et de bénéficier d'un appui continu.

Ce concours, qui est ouvert aux jeunes innovateurs du monde entier âgés de 18 à 26 ans, cherche à promouvoir les innovations faisant appel aux technologies de l'information et de la communication de pointe pour contribuer à résoudre l'un des six grands défis mondiaux formulés par l'UIT, en partenariat avec d'autres institutions spécialisées des Nations Unies et de hauts dirigeants du secteur privé. Les thèmes sont les suivants:

- Améliorer les perspectives d'emploi pour les jeunes et les travailleurs migrants.
- Réduire le gaspillage de denrées alimentaires et de ressources en eau sur le plan individuel et au niveau de la vente au détail.
- Faciliter l'accès des personnes âgées aux services publics.
- Améliorer la prévision des catastrophes naturelles et les secours en cas de catastrophe.
- Améliorer la sécurité routière, tant pour les conducteurs que pour les piétons.
- Protéger les données personnelles sensibles et faciliter la création de contenus numériques locaux.

Ces défis portent sur des domaines dans lesquels il est urgent de faire des progrès et dans lesquels les TIC pourraient avoir des répercussions de grande ampleur. Ce concours a pour but de trouver des solutions pragmatiques, axées sur le marché et modulables qui utilisent les



Si la nécessité
est la mère de
l'invention,
nous sommes
à la recherche
de ses enfants

technologies connectées, telles que la réalité augmentée, les applications sur mobile, l'impression 3D ou la géolocalisation.

Les projets peuvent être présentés sous forme de concepts, reposant sur des recherches approfondies ou bien documentées, qui n'ont pas encore été mis en application, ou de jeunes entreprises déjà opérationnelles, mais qui ont besoin de financement pour passer à la vitesse supérieure.

Pour participer au concours, veuillez remplir le formulaire disponible sur <http://world2013.itu.int/participate/innovate/> et l'envoyer



à young.innovators@itu.int en indiquant en objet «Concours 2013 pour jeunes innovateurs». Les candidatures doivent être reçues avant le **30 juin 2013** à 24 heures GMT+2 au plus tard.

Les dix finalistes, sélectionnés par un jury d'experts, auront la possibilité d'assister à ITU Telecom World 2013, qui aura lieu du 19 au 22 novembre à Bangkok (Thaïlande), sur le thème «Accueillir le changement dans un monde numérique». Telecom World est un espace de débats, de contacts en réseau et d'échanges de connaissances de haut niveau, ainsi qu'une exposition des TIC.

Avec la collaboration de nos partenaires des secteurs public et privé, les lauréats élaboreront leurs projets et mettront la dernière main aux solutions qu'ils proposent sur le marché mondial avant la tenue d'ITU Telecom World 2013. Pendant la manifestation proprement dite, ils participeront à des séances de mentorat et de présentation de projets, recevront, dans le cadre d'ateliers, une formation au développement de compétences d'entrepreneur et auront l'occasion de rencontrer d'éminentes personnalités du secteur des TIC avec qui ils pourront dialoguer. Il leur sera aussi donné la possibilité de présenter leurs projets dans le cadre d'un pavillon spécial de l'espace exposition. Des prix, d'un montant maximum de 10 000 USD, seront accordés pour le lancement et le développement des jeunes entreprises lauréates, tandis que des prix à hauteur de 5 000 USD seront octroyés pour la mise en œuvre des concepts retenus.

«Ce concours pour jeunes innovateurs dans le secteur des TIC offre une occasion idéale de mettre en valeur la créativité, l'innovation et le talent au service de la résolution de problèmes graves qui nous concernent tous», a dit le Secrétaire général de l'UIT, Hamadoun I. Touré. «Nous serons heureux de soutenir et d'encourager la réflexion innovante et les idées nouvelles et de les présenter sur la scène internationale dans le cadre d'ITU Telecom World 2013 à Bangkok».

Pour obtenir de plus amples informations concernant le concours et la procédure de candidature, vous pouvez consulter le site: <http://world2013.itu.int/event/innovation/>. Vous pouvez aussi aller sur la page Facebook des jeunes innovateurs ou nous contacter directement sur: young.innovators@itu.int.

Le village numérique en photos

Les visiteurs du Village numérique (Aldea Digital) pouvaient aussi bien utiliser des smartphones, des tablettes et des ordinateurs que participer à des ateliers et autres activités de formation allant de l'allumage d'un ordinateur et la navigation sur Internet jusqu'à la conception en 3D et réalité augmentée ou la création de commerces en ligne





Irina Bokova
Directrice générale
de l'UNESCO

**Carlos Slim
Hélu**
Président de la
Fondation Carlos
Slim

Paul Kagame
Président du
Rwanda

Un village numérique mexicain entre dans le livre Guinness des records

Le Secrétaire général de l'UIT visite un village numérique et s'entretient avec un nouveau Membre de Secteur, América Móvil

Le village numérique (Aldea Digital) de Telcel a été reconnu en avril 2013 par le Guinness World Records en tant que plus grande manifestation d'inclusion numérique jamais organisée. Du 16 au 26 mars 2013, le Village numérique — manifestation gratuite et ouverte à tous — a rassemblé plus de 154 000 personnes sur un site du centre de Mexico, la Plaza del Zócalo, le long du Palais présidentiel et de la Cathédrale, pour souligner que les réseaux, services et applications du large bande font d'ores et déjà partie de la vie de tous les jours.

Les visiteurs pouvaient à cette occasion utiliser des smartphones, des tablettes et des ordinateurs, ou bien assister à des ateliers et autres activités de formation

allant de l'allumage d'un ordinateur et la navigation sur Internet jusqu'à la conception en 3D et réalité augmentée ou la création de commerces en ligne.

Comme signalé dans le numéro de mars 2013 des *Nouvelles de l'UIT*, la réunion de la Commission «Le large bande au service du développement numérique» qui s'est tenue



Miguel Ángel Mancera
Maire de Mexico

Hamadoun I. Touré
Secrétaire général de l'UIT

Gerardo Ruiz Esparza
Secrétaire aux transports et aux communications du Mexique

Cérémonie d'inauguration de l'Aldea Digital, Mexico, 16 mars 2013

à Mexico les 16 et 17 mars a coïncidé avec l'inauguration du Village numérique, et le Secrétaire général de l'UIT, Hamadoun I. Touré, a fait le tour de cette manifestation et prononcé une allocution à cette occasion, en compagnie de Carlos Slim Helú, Président de la Fondation Carlos Slim, du Président rwandais Paul Kagame et d'autres membres de la Commission.

Selon Telcel, l'aréopage d'intervenants de haut niveau venus de toutes les régions du monde a attiré une foule diverse brassant tous les âges et générations — jeunes enfants, leurs parents et leurs grands-parents —, depuis les développeurs fins connaisseurs de la technologie jusqu'à des personnes pour qui l'accès à un ordinateur et à Internet était choses nouvelles.

Témoin direct de cette réalisation, le Secrétaire général a rendu hommage aux

efforts faits par Telcel pour étendre l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) à toutes les couches de la société. «Voilà un bel exemple qui devrait être reproduit ailleurs», a-t-il dit au cours de sa visite.

M. Touré s'est aussi entretenu avec Daniel Hajj Aboumradi, P.-D. G. d'América Móvil, pour souhaiter personnellement à cette société la bienvenue en tant que nouveau membre des trois Secteurs de l'UIT. Avec 326 millions d'abonnés à la fin de 2012, América Móvil est désormais l'un des plus grands opérateurs de téléphonie mobile dans le monde.

Des équipes d'América Móvil et de l'UIT se sont réunies pour examiner un certain nombre de sujets clés touchant notamment les tendances de l'industrie, des politiques et de la régulation, ainsi que les prochaines manifestations de l'UIT. Il s'agit en

l'occurrence du Forum mondial des politiques de télécommunication et des technologies de l'information et de la communication (FMPT-13), qui doit se tenir à Genève du 14 au 16 mai, précédé par un Dialogue stratégique de haut niveau le 13 mai; du Colloque mondial des Régulateurs qui doit se tenir à Varsovie (Pologne) du 3 au 5 juillet; et du Sommet mondial de la jeunesse qui doit se tenir du 9 au 11 septembre au Costa Rica. Le Secrétaire général a encouragé América Móvil à organiser, par l'entremise de ses opérateurs, un village numérique au cours du prochain Sommet mondial de la jeunesse.



Hommage en mémoire de Cynthia Waddell

***Ardente militante en faveur de
l'accessibilité des personnes handicapées***

Cynthia Waddell nous a quittés le 3 avril 2013. Spécialiste de la législation sur les droits des personnes handicapées, des politiques publiques et des technologies électroniques et de l'information, elle fut, sa vie durant, une ardente défenseur des droits des personnes handicapées.

Cynthia Waddell a obtenu sa licence avec mention à l'Université de Californie du Sud et son doctorat en droit à la faculté de droit de l'Université Santa Clara. Maîtresse de conférences, elle a consacré sa carrière à l'amélioration de l'intégration sociale des 650 millions de personnes dans le monde qui vivent avec un handicap.

Mme Waddell a été directrice générale du Centre international de ressources Internet pour les personnes handicapées (ICDRI), organisation qui s'emploie à ouvrir de nouvelles perspectives pour les personnes handicapées en identifiant les obstacles à leur participation et en préconisant de bonnes pratiques et l'usage de la conception universelle des technologies au bénéfice de la communauté internationale.

En 1995, Cynthia Waddell a créé aux États-Unis la première norme de conception de sites web adaptés aux personnes handicapées. Reconnue comme une pratique d'excellence par le gouvernement fédéral, cette norme a contribué à l'adoption de

textes législatifs sur des normes d'accessibilité aux technologies électroniques et de l'information. Mme Waddell a été l'experte en technologies accessibles et environnement bâti auprès du comité ad hoc des Nations Unies lors de la rédaction de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (UNCRDP), et co-rédactrice en chef et co-auteur du kit pratique UIT/G3ict sur les politiques de cyberréaccessibilité pour les personnes handicapées.

Mme Waddell a joué un rôle déterminant à l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications en 2008 en rédigeant la Résolution 70 de l'AMNT-08 sur l'accessibilité des télécommunications/technologies de l'information et de la communication pour les personnes handicapées. Ce texte, qui fut le premier adopté par l'UIT sur la question de l'accessibilité, a ouvert la voie aux Résolutions 58 et 70 de la Conférence mondiale de développement des télécommunications en 2010 (CMDT-10), et à la Résolution 175 (Gualaquara, 2010) adoptée par la Conférence de

plénipotentiaires de l'UIT, qui sont venues confirmer l'importance de ces travaux. Mme Waddell a aussi été consultante dans de très nombreuses autres organisations internationales ainsi que dans divers forums du secteur public ou privé.

Cynthia Waddell a écrit en 1999 un article fondateur intitulé «*The Growing Digital Divide in Access for People with Disabilities: Overcoming Barriers to Participation*» (Aggravation de la fracture numérique en matière d'accès des personnes handicapées: surmonter les obstacles à la participation) à la demande du ministère américain du Commerce et de la National Science Foundation, pour la première conférence nationale sur l'impact de l'économie numérique organisée sous l'égide du président Clinton. Elle est aussi co-auteur de deux ouvrages: «*Web Accessibility: Web Standards and Regulatory Compliance*» (Apress, 2006) et «*Constructing Accessible Web Sites*» (Glasshaus, 2002; réédité par Apress en 2003). Ces ouvrages sur les bonnes pratiques et les ressources techniques contiennent les

premiers passages en revue, à l'échelle mondiale, des lois et des politiques des pays en matière de conception de sites web adaptés aux personnes handicapées.

Entre autres récompenses, Cynthia Waddell a remporté en 2003 le prix inaugural pour le meilleur leadership en matière de technologie accessible et pour les actions de défense et d'éducation, décerné par le magazine *Government Technology*. Elle était tenue en très haute estime par tous ceux qui ont eu la chance de travailler avec elle.

Michael Burks, président du conseil d'administration d'ICDRI, mesure combien «ses efforts et ses réalisations ont contribué à améliorer la vie de personnes dans le monde entier, où qu'elles vivent, quelle que soit leur condition sociale, et qu'elles aient ou non un handicap». Gerry Ellis, de *Feel the Benefit* (Irlande), disait qu'elle était «telle une combattante troyenne défendant les droits des personnes handicapées aux quatre coins de la planète».

Andrea Saks souligne l'importance de poursuivre le travail de Cynthia Waddell pour que les innovations et les codes logiciels intègrent des fonctions d'accessibilité, le plus en amont possible et dès la phase de conception, la priorité étant toujours donnée à l'interopérabilité à l'échelle mondiale. Mme Saks est spécialiste internationale des télécommunications pour les personnes malentendantes, présidente du Groupe mixte de coordination des activités de l'UIT sur l'accessibilité et les facteurs humains, et coordonnatrice de la Coalition dynamique sur l'accessibilité et le handicap.

Mme Saks lui a rendu hommage: «A l'âge de trois ans, Cynthia ne pouvait pas parler en

raison de sa surdité profonde. Les médecins ont expliqué à ses parents qu'elle ne pourrait jamais parler, ni aller à l'école traditionnelle, et qu'elle devrait apprendre la langue des signes. L'histoire a montré que ces médecins se trompaient. Cynthia Waddell a surmonté les obstacles et s'est engagée non seulement au service des personnes handicapées, mais aussi au service des femmes. Elle avait une mémoire phénoménale. Quelle que soit la question qu'on lui posait sur les législations ou les sites internet sur l'accessibilité, elle répondait dans la seconde. Mais avant tout, Cynthia était une personne joyeuse et bienveillante qui s'intéressait vraiment aux autres. Je l'entends encore dire mon nom, de sa voix si puissante, m'accueillant avec une telle joie. Elle ne fait plus partie de ma vie professionnelle et cela m'est difficile; mais ne plus l'avoir comme amie, c'est pour moi la perte la plus douloureuse».

Selon Christopher Jones, co-président du Groupe mixte de coordination des activités sur l'accessibilité et les facteurs humains, Cynthia Waddell «a ouvert une voie majeure et il nous incombe de poursuivre dans cette direction jusqu'à ce que tout un chacun puisse accéder pleinement au monde de la communication et de l'information. Il y a dans le monde des disparités considérables en matière d'accessibilité des personnes handicapées, quels que soient leurs besoins. Nous devons nous employer à gommer ces disparités. Nous sommes tous redevables aux avancées spectaculaires que Cynthia a permises en défrichant pour nous le chemin. Ce sera son héritage».

Cynthia Waddell laisse derrière elle son mari, ses deux filles et sa petite-fille.

Cynthia Waddell a joué un rôle déterminant à l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications en 2008 en rédigeant la Résolution 70 de l'AMNT-08 sur l'accessibilité des télécommunications/ technologies de l'information et de la communication pour les personnes handicapées. Ce fut le premier texte adopté par l'UIT sur la question de l'accessibilité...



Visites officielles

Au mois de mars 2013, Hamadoun I. Touré, Secrétaire général de l'UIT, a reçu les visites de courtoisie suivantes de la part d'ambassadeurs auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et d'autres organisations internationales établies dans cette ville, ainsi que d'autres personnalités.



De gauche à droite: Hans von Geldern, chargé de liaison avec l'UIT, Rohde & Schwarz; Peter Riedel, Vice-Président exécutif, Chef de la Division de contrôle des émissions et de radiolocalisation, Rohde & Schwarz; et Hamadoun I. Touré, Secrétaire général de l'UIT



Elizabeth Longworth,
Directrice de la Stratégie internationale
de prévention des catastrophes des Nations Unies



John O. Kakonge,
Ambassadeur du Kenya



Marius Catalin Marinescu,
Président de la session de 2013
du Conseil de l'UIT



Houlin Zhao, Vice-Secrétaire général de
l'UIT et Atsushi Kuwabara, Directeur de
la Division des institutions spécialisées,
Bureau de la coopération internationale,
Ministère japonais des affaires étrangères

.....
Toutes les photos sont de Rowan Farrell/UIT.

NOUVELLES de l'UIT

**Vous informant de toute l'actualité
des télécommunications
dans le monde**

*Chaque fois que
vous téléphonez,
utilisez le courrier
électronique,
regardez la
télévision ou avez
accès à l'Internet,
vous bénéficiez des
travaux de l'UIT.*



Pour toute information
concernant la publicité,
contactez:
Union internationale des
télécommunications
Nouvelles de l'UIT
Place des Nations
CH-1211 Genève 20
Suisse
Tél.: + 41 22 730 5234
Courriel: itunews@itu.int
itunews.itu.int

**Passez une annonce dans les Nouvelles de l'UIT
pour vous faire connaître sur le marché mondial**

Engagée à connecter le monde





Join us in

2013

to continue
the conversation
that matters

